



Synthèse
des résultats de la procédure de consultation menée
du 16 décembre 2009 au 22 mars 2010
sur
le projet

de modification de la loi sur l'asile (LAsi) concernant le
remplacement des décisions de non-entrée en matière

Table des matières

I	Partie générale	3
1.	Condensé des résultats de la procédure de consultation	3
1.1.	Contexte et principale teneur du projet	3
1.2.	Condensé des résultats de la procédure de consultation relative à la modification de la loi sur l'asile (LAsi) concernant le remplacement des décisions de non-entrée en matière	4
1.2.1	Remarques générales	4
1.2.2	Remplacement de motifs de non-entrée en matière et introduction d'une procédure matérielle rapide (art. 31a LAsi)	5
1.2.3	Introduction d'une contribution de la Confédération pour le conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances et suppression de la représentation par une œuvre d'entraide lors des auditions (art. 17, al. 4, 30 et 94 LAsi)	5
1.2.4	Raccourcissement du délai de recours dans la procédure matérielle (art. 108 LAsi)	6
1.2.5	Raccourcissement des délais de traitement (art. 37 et 109 LAsi)	7
1.3.	Procédure d'évaluation des avis	7
2.	Liste des organismes ayant répondu	8
II	Partie spéciale	11
1.	Loi sur l'asile (LAsi)	11
Art. 17, al. 4		11
Art. 22, al. 6		14
Art. 23, al. 1		14
Art. 27, al. 4: phrase introductive et let. c		14
Art. 29, al. 3		15
Art. 29a (nouveau) Collaboration à l'établissement des faits		15
Art. 30 (abrogé)		16
Art. 31 Préparation des décisions par les cantons		17
Art. 31a (nouveau) Décisions de l'office		18
Art. 32 à 35a		21
Art. 36 Procédure précédant les décisions		21
Art. 37, al. 1 et 2, al. 3 (abrogé)		22
Art. 37a (nouveau) Motivation		23
Art. 38		24
Art. 39 Octroi de la protection provisoire		24
Art. 40		25
Art. 41		25
Art. 76, al. 3		25
Art. 78, al. 4		26
Art. 80, al. 1		26
Art. 94 (nouveau), titre, al. 1 à 3		26
Art. 108, al. 1 et 2		27
Art. 109, al. 1, 2 (abrogé) et 4		29
Art. 110, al. 1		31
2.	Loi fédérale sur les étrangers (LEtr)	32
Art. 76, al. 1, let. b, ch. 1, 2 (abrogé) et 5		32

I Partie générale

1. Condensé des résultats de la procédure de consultation

1.1. Contexte et principale teneur du projet

Au cours de sa séance du 19 décembre 2008, le Conseil fédéral a chargé le Département fédéral de justice et police (DFJP) d'organiser une procédure de consultation sur le projet de modification de la loi sur l'asile (LAsi). Cette procédure s'est déroulée du 15 janvier 2009 au 15 avril 2009.

Lors de cette consultation plusieurs participants ont signalé un manque de clarté dans la systématisation des motifs de non-entrée en matière et des dispositions dérogatoires qui s'y rapportent. Aussi a-t-il été suggéré de substituer une procédure matérielle accélérée à la procédure de non-entrée en matière.

Dans ce contexte, le 24 août 2009, le DFJP a chargé une commission d'experts formée de représentants des cantons, des œuvres d'entraide, des milieux de la doctrine et de la recherche, de même que de l'administration fédérale d'examiner les conséquences de la procédure de non-entrée en matière en vigueur et de soumettre des propositions d'amélioration. La commission d'experts a terminé ses travaux le 30 octobre 2009. Elle a soumis un projet visant à simplifier de manière notable les dispositions procédurales dans le domaine de l'asile, dans le respect du droit constitutionnel et du droit international; partant, les processus liés à la procédure d'asile – procédure de recours comprise – ont été remaniés de manière à les rendre plus efficaces.

Lors de sa séance du 16 décembre 2009, le Conseil fédéral a ouvert la procédure de consultation portant sur les propositions formulées. Celle-ci a pris fin le 22 mars 2010.

La réglementation proposée par la commission d'experts prévoit de faire une distinction entre la procédure de non-entrée en matière, assortie comme jusqu'à présent d'un délai de recours de cinq jours, et une procédure matérielle d'asile uniformisée assortie d'un nouveau délai de recours général de quinze jours (actuellement 30 jours). La procédure de non-entrée en matière doit être réservée aux cas Dublin (art. 31a, al. 1, let. b, LAsi), aux requérants renvoyés dans un pays tiers sûr (art. 31a, al. 1, let. a et c à e, LAsi) et aux demandes qui ne concernent pas l'asile et invoquent des raisons d'ordre exclusivement économique ou médical. De plus, des délais de traitement plus courts seront fixés pour l'Office fédéral des migrations (ODM) et le Tribunal administratif fédéral (TAF) (art. 37 et 109 LAsi).

La représentation lors des auditions, actuellement assumée par les œuvres d'entraide (art. 30 LAsi), doit être remplacée par des contributions financières de la Confédération permettant aux requérants d'avoir accès à un conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances (art. 17, al. 4, LAsi) comme mesure d'accompagnement au raccourcissement du délai de recours. Cet instrument doit leur permettre de bénéficier sans tarder de conseils sur leurs perspectives de succès et sur les possibilités qui s'offrent à eux dans la procédure d'asile sur le plan juridique. L'introduction de contributions forfaitaires pour le conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances, qui sera assuré par des tiers avec lesquels l'ODM sera appelé à conclure les contrats de prestations, n'implique pas de frais supplémentaires, puisqu'elle va de pair avec la disparition de la représentation que les œuvres d'entraide assument actuellement lors des auditions.

Les prestataires de services qui assument le conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances doivent bénéficier d'une contribution forfaitaire versée par la Confédération en lieu et place des subventions actuellement accordées aux œuvres d'entraide pour les auditions. Le soutien proposé dans le cadre du conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances n'entraînera aucun droit général à un conseil juridique gratuit en

faveur des requérants d'asile. La Confédération veille simplement à ce que le requérant ait accès à ce conseil et verse à cette fin des contributions aux tiers qui offrent ces prestations (art. 94 LAsi). Le Conseil fédéral devrait fixer, par voie d'ordonnance, des contributions forfaitaires sans incidence sur les coûts.

Une autre mesure d'accompagnement prolonge à dix jours le délai supplémentaire accordé pour régulariser un recours, actuellement de sept jours (art. 110 LAsi).

Au total, 66 réponses ont été reçues. Tous les cantons se sont exprimés sur le projet, de même que le Parti chrétien-social suisse (PCS), le Parti démocrate-chrétien suisse (PDC), l'Union démocratique fédérale (UDF), le Parti libéral-radical suisse (PLR), le Parti écologiste suisse (PES), le Parti socialiste suisse (PS) et l'Union démocratique du centre (UDC). L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Amnesty International, Caritas, les Juristes démocrates de Suisse (JDS) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont également fait parvenir au département des avis détaillés.

1.2. Condensé des résultats de la procédure de consultation relative à la modification de la loi sur l'asile (LAsi) concernant le remplacement des décisions de non-entrée en matière

1.2.1 Remarques générales

Tous les cantons, le PCS, le PDC, le PES, le PS, de même que la grande majorité des œuvres d'entraide, des ONG et des organisations religieuses approuvent le remplacement d'une bonne partie du système actuel de la procédure de non-entrée en matière par une procédure matérielle. L'Union des villes suisses (UVS), l'Association des communes suisses (ACS) et le HCR y sont en principe également favorables.

Cependant, certains cantons (par ex. AR, BS, GR, NE, OW, SG, SO, TG) doutent que le changement de système proposé accroisse réellement l'efficacité de la procédure. Ils expriment des réserves quant à la capacité de la nouvelle réglementation de résoudre les problèmes auxquels est confronté le domaine de l'asile (auditions en suspens, durée de la procédure, problématique de l'exécution des renvois, etc.).

Le PES et le PS relèvent que les procédures lacunaires existant dans le domaine de l'asile résultent avant tout d'un manque de ressources en personnel à l'ODM et au TAF.

Plusieurs participants à la consultation exigent en outre qu'en présence d'indices de violation du principe de non-refoulement, l'effet suspensif soit accordé à un recours lors d'une procédure Dublin (cf. art. 107a LAsi). Ils demandent que la teneur actuelle de l'art. 107a LAsi soit modifiée en conséquence. Quelques cantons à l'instar de AR, BL et GR soulignent qu'il ne faudrait pas que les modifications proposées entraînent un transfert des coûts au détriment des cantons.

L'UDC et le PLR, ainsi qu'une partie des œuvres d'entraide et des organisations religieuses, rejettent le projet. L'UDC se félicite des efforts entrepris pour simplifier et accélérer la procédure d'asile en diminuant les délais de traitement, de décision et de recours, mais demande que les délais de recours soient encore plus courts. Le PLR cautionne la direction visée par le projet, mais souligne qu'une accélération de la procédure d'asile ne sera possible qu'en renforçant les effectifs du personnel des autorités appelées à rendre des décisions. Il regrette que la révision de la LAsi et de la loi fédérale sur les étrangers (LEtr) envoyée en consultation par le Conseil fédéral en avril 2009 ait pris du retard à cause de la nouvelle proposition et demande que les deux projets soient réunis en un message et soumis au Parlement.

L'UDF est d'avis que la LAsi et la LEtr prennent la bonne direction et qu'il peut s'avérer judicieux d'y introduire des modifications utiles en vue d'accélérer les procédures. De plus, elle demande que la persécution non étatique, notamment pour motifs religieux, soit explicitement réglée dans la LAsi.

1.2.2 Remplacement de motifs de non-entrée en matière et introduction d'une procédure matérielle rapide (art. 31a LAsi)

Tous les cantons, le PCS, le PDC, le PES, l'UDC, l'UVS, l'ACS, la grande majorité des œuvres d'entraide et des organisations religieuses ainsi que le HCR sont favorables à la proposition de réserver la procédure de non-entrée en matière aux cas dans lesquels le requérant est renvoyé dans un Etat tiers sûr ou aux requêtes émanant de personnes qui ne déposent pas une demande d'asile au sens de la LAsi.

Par contre, l'UDF, le PLR, le PS ainsi qu'une partie des œuvres d'entraide, les ONG et les organisations religieuses rejettent le projet.

Certains participants regrettent qu'il soit prévu de supprimer les motifs de non-entrée en matière concernant les sans-papiers (art. 32, al. 2, let. a, LAsi) ainsi qu'en cas de violation de l'obligation de collaborer (art. 32, al. 2, let. c, LAsi).

Le PES met en garde contre les expulsions qui pourraient être réalisées sans avoir soigneusement vérifié s'il existe un risque que l'Etat de destination ne viole le principe de non-refoulement. Cette mise en garde concerne également les renvois vers un Etat tiers sûr et les transferts exécutés dans le cadre de la procédure Dublin.

Quelques participants (par ex. le HCR) critiquent la suppression sans remplacement des dispositions d'exception en vigueur visées par le principe de l'Etat tiers sûr (art. 34, al. 3, LAsi). Ils proposent que la Suisse entre également en matière sur la demande d'un requérant dont le renvoi ne peut raisonnablement être exigé du fait que l'Etat tiers vers lequel il devrait être renvoyé ne peut garantir qu'il remplit des critères minimaux en matière de sécurité sociale à l'égard de requérants d'asile.

Le HCR exprime des réserves générales quant à l'extension du concept de l'Etat tiers sûr à des Etats dans lesquels le requérant n'a pas de relations et qui sont désignés comme sûrs du simple fait que ce dernier aurait eu l'occasion d'y demander refuge.

Quelques participants à la consultation estiment que la procédure de non-entrée en matière ne convient pas à l'examen des cas Dublin, puisque certaines questions doivent être examinées sous l'angle matériel même dans la procédure Dublin, à l'exemple de l'exigibilité du séjour dans l'Etat tiers ou de l'aptitude à voyager des personnes concernées.

1.2.3 Introduction d'une contribution de la Confédération pour le conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances et suppression de la représentation par une œuvre d'entraide lors des auditions (art. 17, al. 4, 30 et 94 LAsi)

Une large majorité des cantons, le PCS, le PDC, l'ACS, une partie des œuvres d'entraide ainsi que le HCR sont favorables au projet visant à introduire une *contribution de la Confédération pour le conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances* (art. 17, al. 4, LAsi) comme mesure d'accompagnement à la réduction du délai de recours.

Les cantons de FR, GR, JU, NE, OW, SH, SG, VD, l'UDF, le PLR, le PES, le PS, l'UDC, une partie des œuvres d'entraide, des ONG et des organisations religieuses ainsi que l'UVS le rejettent.

Certains des cantons qui approuvent le projet (par ex. BE et GE) ainsi que le PCS considèrent qu'il est indispensable que l'accès au conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances soit précisé dans la loi. Pour améliorer la protection juridique des requérants d'asile, quelques participants à la consultation exigent que le droit à un conseil juridique gratuit soit inscrit dans la loi. Par ailleurs, d'aucuns doutent que le conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances permette d'empêcher des recours inutiles. Le PDC demande la preuve que cette proposition favoriserait une organisation plus efficace des procédures.

Nombre de participants à la consultation estiment que la réglementation proposée est trop vague et souhaitent que les grandes lignes du conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances soient formulées de manière plus concrète.

Le PS, le PES ainsi qu'une partie des œuvres d'entraide et des organisations religieuses demandent que l'Etat finance un conseil juridique et que la Confédération contribue aux coûts de représentation légale des requérants d'asile. Ils estiment que la représentation légale devrait pouvoir être ordonnée d'office, au moins pour les personnes vulnérables. Ils demandent par ailleurs que la Confédération garantisse l'accès au conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances et qu'un conseil juridique gratuit soit assuré à tous les niveaux de la procédure. A leur avis, la Confédération devrait verser pour chaque requérant d'asile un forfait adéquat qui permette de couvrir les coûts de conseil juridique et de représentation légale, de même que les frais d'administration et de traduction.

Quelques-uns des cantons qui rejettent le projet ainsi que le PLR trouvent au contraire que la protection juridique existante est suffisante. De plus, ils estiment irréaliste de s'attendre à ce que cette proposition permette d'éviter le dépôt de recours voués à l'échec. L'UDC considère que ce projet est en contradiction avec les efforts entrepris pour simplifier et accélérer la procédure.

Une large majorité des cantons, le PCS, le PDC, l'UDC et l'ACS approuvent la *suppression de la présence d'un représentant des œuvres d'entraide aux auditions* (art. 30 LAsi).

GR, NE, SH, VD, l'UDF, le PLR, le PES, le PS, les œuvres d'entraide et les organisations religieuses, l'UVS, le HCR et le TAF s'y opposent.

Les participants qui rejettent le projet font essentiellement valoir que la présence d'un représentant des œuvres d'entraide lors des auditions a contribué à faciliter l'établissement des faits et a renforcé la légitimité de la procédure. En outre, ce représentant joue un rôle important lors de l'examen des griefs liés au droit de procédure. Le conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances ne saurait s'y substituer. Partant, la Confédération doit introduire une protection juridique adéquate pour renforcer les droits des requérants dans la procédure d'asile.

1.2.4 Raccourcissement du délai de recours dans la procédure matérielle (art. 108 LAsi)

La majorité des cantons, le PDC, le PEV et, sur le principe, l'UDC et l'ACS approuvent le raccourcissement du délai de recours de 30 à quinze jours.

Plusieurs cantons (BE, BS, FR, GE, NE, SH, SZ, TI, JU, VD, VS), le PCS, le PLR, le PES, le PS, l'UVS, les ONG, les œuvres d'entraide et les organisations religieuses, de même que le HCR, rejettent la proposition.

Certains des cantons favorables au raccourcissement du délai de recours (par ex. SG, TG, UR) doutent qu'il permette à lui seul d'accélérer sensiblement la procédure (surtout si les effectifs du personnel ne sont pas augmentés). L'opposition au projet manifestée par plusieurs cantons est diversement motivée. Si certains d'entre eux craignent que la réduction du délai n'entraîne systématiquement une régularisation ultérieure du recours, d'autres s'attendent à ce qu'elle provoque des frais importants. Favorable à la diminution du délai, l'UDC estime que le délai proposé reste relativement long en comparaison internationale et qu'il faudrait le raccourcir davantage. Les œuvres d'entraide et les organisations religieuses estiment que la réduction proposée est disproportionnée. Elles déplorent notamment la volonté de déroger aux principes généraux de la procédure administrative, qui prévoit en règle générale un délai de recours de 30 jours. Elles trouvent qu'une telle dérogation ne se justifierait pas dans la procédure d'asile. Certaines d'entre elles exigent en outre des mesures d'accompagnement supplémentaires, comme la prolongation du délai

supplémentaire accordé pour régulariser un recours ou déposer des moyens de preuve supplémentaires.

1.2.5 Raccourcissement des délais de traitement (art. 37 et 109 LAsi)

La proposition de *raccourcissement des délais de traitement en première instance* (art. 37 LAsi) est accueillie favorablement par une large majorité des cantons, de même que par le PCS, le PDC, l'UDF, le PES, l'UDC, une partie des œuvres d'entraide et des organisations religieuses, l'ACS, l'UVS et le HCR.

Le canton de NE, le PLR, le PS, une partie des œuvres d'entraide, des ONG et des organisations religieuses rejettent toutefois cette proposition.

Une partie des participants à la consultation demandent des ressources supplémentaires dans la procédure d'asile afin d'être en mesure de tenir les délais. Bien souvent, en effet, les délais d'ordre en vigueur ne sont déjà pas observés, notamment dans la procédure Dublin.

La proposition de *raccourcir les délais de traitement en seconde instance* (art. 109 LAsi) est accueillie favorablement par une large majorité des cantons, de même que par le PCS, le PDC, l'UDF, l'UDC, la majorité des œuvres d'entraide et des organisations religieuses, l'ACS, l'UVS et le HCR.

Les cantons de NE, SH et ZG, le PS, le PES et le PLR, une partie des œuvres d'entraide, des ONG et des organisations religieuses ainsi que le TAF rejettent la proposition.

Certains participants à la consultation demandent que des ressources supplémentaires soient également octroyées au TAF et que des mesures organisationnelles soient prises plutôt que d'introduire des délais non contraignants. Le TAF estime qu'un délai de traitement général de 20 jours serait irréaliste. En pratique, le dépassement des délais deviendrait la règle.

1.3. Procédure d'évaluation des avis

Lorsque des participants à la consultation ont communiqué leur avis sans pour autant s'exprimer sur chaque proposition de modification, leur silence est interprété comme un assentiment. Les participants qui n'ont pris position que sur un ou deux points apparaissent quant à eux dans la rubrique «Aucune remarque» s'agissant des autres propositions. Les organismes invités à s'exprimer mais qui ont renoncé à le faire figurent sur la liste y afférente, présentée au ch. 2 (Liste des participants à la consultation) ci-après.

Les participants à la consultation n'ayant pas commenté certaines propositions qui souhaitaient n'apparaître dans aucune des deux rubriques «Approbation» ou «Refus» sont répertoriés sous «Aucune remarque».

2. Liste des organismes ayant répondu

Cantons:

AG	Argovie
AI	Appenzell Rhodes-Intérieures
AR	Appenzell Rhodes-Extérieures
BE	Berne
BL	Bâle-Campagne
BS	Bâle-Ville
FR	Fribourg
GE	Genève
GL	Glaris
GR	Grisons
JU	Jura
LU	Lucerne
NE	Neuchâtel
NW	Nidwald
OW	Obwald
SG	Saint-Gall
SH	Schaffhouse
SO	Soleure
SZ	Schwyz
TG	Thurgovie
TI	Tessin
UR	Uri
VD	Vaud
VS	Valais
ZG	Zoug
ZH	Zurich

Partis politiques:

CSP / PCS	Parti chrétien-social suisse
CVP / PDC	Parti démocrate-chrétien suisse
FDP / PLR	Parti libéral-radical suisse
GPS / PES	Parti écologiste suisse
SP / PS	Parti socialiste suisse
SVP / UDC	Union démocratique du centre
EDU / UDF	Union démocratique fédérale

Organisations faitières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national:

SSV / UVS	Union des villes suisses
chgemeinden / ACS	Association des Communes Suisses

Associations faitières de l'économie:

FER	Fédération des Entreprises Romandes
SGB / USS	Union syndicale suisse
TS	Travail Suisse

Tribunaux fédéraux:

BVGer / TAF	Tribunal administratif fédéral suisse
-------------	---------------------------------------

Autres milieux intéressés (conférences et associations, œuvres d'entraide et organisations d'aide aux réfugiés, Eglises, organisations économiques et associations professionnelles, services d'aide aux étrangers ayant conclu des contrats de prestations, autres organisations intéressées):

AIInt	Amnesty International
ASP	Association suisse des Centres sociaux protestants
augenauF	Menschenrechtsverein augenauF Berne
Caritas	Caritas Suisse
Caritas BL/BS	Caritas beider Basel
Caritas GE	Caritas Genève
Caritas LU	Caritas Luzern
Caritas TG	Caritas Thurgau
COPERA	Conférence romande des collaborateurs de permanences pour requérants d'asile
CP	Centre Patronal
DJS / JDS	Juristes démocrates de Suisse ¹
EFS / FPS	Femmes Protestantes en Suisse
EKM / CFM	Commission fédérale pour les questions de migration
FIZ	Centre d'assistance aux migrantes et aux victimes de la traite des femmes
FSA	Fédération Suisse des Avocats
HEKS / EPER	Entraide protestante suisse
humanrights	humanrights.ch/ MERS et Société pour les peuples menacés
IGFM / SIDH	Société internationale des droits de l'Homme
JP	Justice et Paix
KKJPD / CCDJP	Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police
Sek / FEPS	Fédération des Eglises protestantes de Suisse
SFH / OSAR	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
SVZ / ASOEC	Association suisse des officiers de l'état civil
SRK / CRS	Croix-Rouge suisse
SODK / CDAS	Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales
UNHCR / HCR	United Nations High Commissioner for Refugees
VSFJ / USEJ	Union suisse des comités d'entraide juive

Ont renoncé à prendre position:

AKZ	Alternative Kanton Zug
AL	Alternative Liste
alliance F	Alliance de sociétés féminines suisses
ASO / OSE	Organisation des Suisses de l'étranger
Binational	Communauté d'intérêts Binational Suisse
BBA	Big Brother Awards
BDP / PBD	Parti Bourgeois-Démocratique Suisse
CKS	Eglise catholique-chrétienne de la Suisse
Dcir	Delegato cantonale all'integrazione degli stranieri e alla lotta contro il razzismo
DVSP	Organisation faitière des Associations Suisses de défense et d'information des patients
economiesuisse	Fédération des entreprises suisses
EVP / PEV	Parti évangélique de la Suisse
FR	Fédération romande des syndicats patronaux
FVS / ASLP	Association Suisse des Libres Penseurs
FIMM	Forum pour l'intégration des migrantes et des migrants
grundrechte.ch	grundrechte.ch
Grünliberale / pvl	Parti vert/libéral Suisse

¹ Cette prise de position comprend aussi celle de Solidarité sans frontières.

GSI / ASI	Association Suisse-Israël
GVA	Aéroport International de Genève
IOM / OIM	Organisation internationale pour les migrations
KV Schweiz / SEC Suisse	Société suisse des employés de commerce
KVG / LAMal	Institution commune
KdK / CdC	Conférence des gouvernements cantonaux ²
KID / CDI	Conférence suisse des délégués à l'intégration
Kofi / CoSi	Conférence suisse des services spécialisés dans l'intégration
KSK / CAMS	Santésuisse, Concordat des assureurs-maladie suisses
LdT	Lega dei Ticinesi
migratio	Commission de la Conférence des évêques suisses pour les migrants
OSP	Organisation für spezialisierte Personaldienstleistungen AG
ORS Service AG	Encadrement des requérants d'asile et des réfugiés
PdAS / PST	Parti Suisse du Travail
PLJS	Plateforme des Juifs libéraux de Suisse
Petro da Costa	Petro da Costa, Büro Integrazione, Residenza Governatico
SAC	Swiss-African-Center
SAB	Groupement suisse pour les régions de montagne
SAH / OSEO	Œuvre suisse d'entraide ouvrière
SAJV / CSAJ	Conseil suisse des activités de jeunesse ³ , Session des jeunes
SAV / UPS	Union patronale suisse
SBAA / ODAE	Observatoire Suisse du droit d'asile et des étrangers
SBLV / USPF	Union suisse des paysannes et des femmes rurales
SBV / USP	Union Suisse des Paysans
SBVg / ASB	Association suisse des banquiers
SEM / SGEMKO	Société Suisse pour la Convention Européenne des Droits de l'Homme
SFR	Schweizerischer Friedensrat (Conseil suisse pour la paix)
SFM / FSM	Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population
SGV / USAM	Union suisse des arts et métiers
SIG / FSCI	Fédération suisse des communautés israéliites
SKF / LSFC	Ligue suisse de femmes catholiques ⁴
SSK	Secrétariat des Commissions des institutions politiques
STV / FST	Fédération Suisse du Tourisme
SVF / ADF	Association suisse pour les droits de la femme
SVEK / ASCH	Association suisse des contrôles des habitants
SVV / ASA	Association Suisse d'Assurances
SWISS	Swiss International Airlines AG
Tdf	Terre des femmes Suisse
Tdh	Terre des hommes – aide à l'enfance
Unique	Unique Flughafen Zürich AG
VSAA / AOST	Association des offices suisses du travail
vsms-asms	Association suisse des spécialistes en recherches de marché et sociales
VKM / ASM	Association des services cantonaux de migration
VSPB / FSFP	Fédération Suisse des Fonctionnaires de Police

² La prise de position de la CdC a été déposée dans le cadre de la prise de position de la Conférence suisse des délégués à l'intégration (CDI).

³ La prise de position du CSAJ correspond à celle des JDS

⁴ La prise de position de la LSFC correspond pour l'essentiel à celle des JDS

II **Partie spéciale**

1. **Loi sur l'asile (LAsi)**

Art. 17, al. 4

⁴ La Confédération veille à ce que les requérants puissent accéder à un conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances.

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS (nur im Grundsatz), GE, GL, LU, NW, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP (im Grundsatz),

Interessierte Kreise: chgemeinden, CP, EKM, FER, FIZ, HEKS, humanrights, IGFM, KKJPD, sek, SODK, SVZ, TS, UNHCR

BE: Der Vorschlag muss konsequent umgesetzt werden, insbesondere weil auf eine Hilfswerksvertretung (HWV) bei den Anhörungen verzichtet wird. Es scheint geboten, den Zugang bereits auf Gesetzesebene grundlegend zu regeln (sinngemäss auch **GE, CSP, TS**). Die blosser Erwähnung des Zugangs in Artikel 17 Absatz 4 AsylG reicht nicht, weil die zur Verfügung stehenden Mittel nicht für eine flächendeckende Rechtsvertretung ausreichen und sich die Frage stellt, welche Fälle Zugang zum Angebot haben sollen (sinngemäss auch **CSP, EKM**).

BS: Hält fest, dass der vorliegende Gesetzesentwurf sehr offen formuliert ist (sinngemäss auch **GE, TI, CSP**; **CVP:** es soll präzisiert werden, welche Personen/Organisationen die Beratungen durchführen und welche Qualifikationen diese erfüllen müssen und wie die Leistungsvereinbarungen aussehen sollen; **FER, FIZ, HEKS, humanrights, TS, UNHCR**). Um den Rechtsschutz der Asylsuchenden zu verbessern, muss zwingend auf Gesetzesstufe der Anspruch auf eine unentgeltliche Rechtsberatung aufgenommen werden (sinngemäss auch **sek, UNHCR**).

GE: Il est souhaitable de prévoir que le conseil désigné participe à l'audition pour proposer une intervention qualitativement positive et évaluer les chances en connaissance de cause. Les cantons s'exposent au risque d'une augmentation des procédures de révision introduites par les requérants. Dans la mesure où les personnes concernées émergeraient à l'aide d'urgence, il en découlerait inévitablement une augmentation des coûts pour les cantons.

GL: Obwohl die Absicht, den Betroffenen eine objektivierte und realistische Einschätzung der Erfolgsaussichten ihres Asylgesuches abzugeben, begrüsst wird, stellt sich die Frage von Interessenskollisionen (humanitärer Zweck von Hilfswerken, Übernahme des Mandats nach der Beratung durch Rechtsanwälte) (sinngemäss auch **SG**). Es wird ein präziser Leistungsauftrag für die Beauftragten sowie ein Controlling erforderlich sein.

SO: Der Kanton SO geht mit der Expertenkommission einig, dass mit diesem Vorschlag der Rechtsschutz der Betroffenen insgesamt verbessert wird (sinngemäss auch **sek**). Bezweifelt jedoch, ob durch die Verfahrens- und Chancenberatung unnötige Beschwerden vermieden werden können (sinngemäss auch **ZH**). Die vorgeschlagene Ausweitung der Beratungsdienstleistung ist fragwürdig, da kein anderer europäischer Staat eine derart umfassende Begleitmöglichkeit vorsieht. Dass zugelassene Hilfswerke hingegen keinen Vertreter zur Anhörung mehr entsenden können, bietet eine Angriffsfläche in Bezug auf die durchgeführten Befragungen (sinngemäss auch **sek**).

TI: Si conviene con l'intenzione di privilegiare la destinazione delle risorse disponibili prioritariamente ad una consulenza giuridica mirata ed adeguata al singolo caso.

ZH: Auch Asylsuchende erhalten bei Bedarf unentgeltliche Rechtspflege und unentgeltlichen Rechtsbeistand. Es ist ausreichend, dass wie in sonstigen verwaltungsrechtlichen und gerichtlichen Verfahren im Einzelfall die entsprechende Entschädigung festgelegt wird.

CVP: Lehnt den Vorschlag nicht ausdrücklich ab, äussert sich jedoch skeptisch, ob diese Massnahme effizient ist und die Asylverfahren dadurch nicht sogar verzögert werden. Es soll

der Nachweis erbracht werden, dass die Verfahren mit diesem Vorschlag wirklich effizienter werden.

EKM: Aufgrund des mangelnden Rechtsschutzes im Asylwesen gerät die Schweiz immer wieder in die Kritik internationaler Organisationen. In Einzelfällen sollte die Rechtsberatung auf eine Rechtsvertretung ausgeweitet werden können (sinngemäss auch **HEKS, IGFM, UNHCR**). Gleichzeitig muss die Qualität der Befragungen durch geeignete Instrumente auch in Zukunft gesichert sein (sinngemäss **sek, UNHCR** und schlagen die Aufzeichnung der Anhörung mittels Tonbandaufnahmen vor).

FIZ: Fordert, den allgemein geläufigen Begriff Rechtsberatung beizubehalten (**humanrights**). Der Vorschlag sollte nochmals überarbeitet werden, um nicht in Konflikt mit den verfassungsmässigen und internationalen Verpflichtungen der Schweiz zu geraten.

humanrights: Es ist erfreulich, dass die Regierung gewillt ist, die Rechte der Asylsuchenden zu stärken. Die Schweiz schliesst in diesem Punkt zu den europäischen Staaten auf.

IGFM: Jugendliche und Opfer von sexueller, psychischer oder physischer Gewalt bedürfen zudem eines Beistandes, um die Gefahr von Einschüchterungen herabzusetzen (sinngemäss auch **UNHCR**).

KKJPD: Die Fairness bei den Anhörungen ist weiterhin gewährleistet, weil sich Asylsuchende zur Anhörung begleiten lassen können (sinngemäss auch **ZH**).

sek: Die Rückführungsrichtlinie postuliert eine kostenlose Rechtsberatung und Rechtsvertretung und sieht die Möglichkeit einer unentgeltlichen Rechtsberatung für ausländische Personen vor.

UNHCR: Verlangt bereits im Vorfeld der Beschwerde Möglichkeiten hochwertiger Rechtsberatung inklusive Übersetzungsdiensten. Dieser Umstand muss bei der Finanzierungsfrage berücksichtigt werden.

Ablehnung

Kantone: FR, GR, JU, NE, OW, SH, SG, VD

Parteien: EDU, FDP, GPS, SP, SVP

Interessierte Kreise: Alnt, ASP, augenauf, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, COPERA, DJS, EFS, FSA, JP, SFH, SGB, SRK, SSV, VSJF

FR: Il n'est pas garanti qu'un organisme indépendant puisse intervenir en faveur des requérants d'asile, pour leur expliquer leurs droits dans la procédure et leur fournir une évaluation professionnelle et sérieuse de leur cas (sinngemäss auch **JU**).

GR: Der gegenwärtig bestehende Rechtsschutz ist genügend und braucht nicht durch eine zusätzliche institutionelle Beratung verstärkt werden. Die Annahme, dass die vorgeschlagene Beratung objektiv und fair sei sowie damit aussichtslose Beschwerden vermieden werden könnten, erscheint wenig realistisch (sinngemäss auch **SG, OW, FDP, VSJF**).

NE: Il n'est pas possible de se rendre compte de quelle manière ce conseil peut compenser la réduction du délai de recours et être indépendant des autorités fédérales qui le subventionnent.

VD: Le rôle et le statut - notamment son degré d'indépendance par rapport à l'administration - de ce conseil ne sont pas définis avec suffisamment de clarté (sinngemäss auch **NE, ASP, Caritas GE, COPERA, SSV, SRK, VSJF**).

EDU: Lehnt die neue „Muss-Formulierung“ ab; es kann und darf nicht Aufgabe des Bundes sein, irgendwelchen Service betreffend Chancenberatung aufzuziehen.

GPS: La Confédération doit instaurer une véritable assistance juridique digne de ce nom, tenant le rôle d'un conseil d'office et chargé de défendre les intérêts de la personne requérante. Il appartient ensuite à l'instance de recours de statuer sur les recours déposés.

SP, Alnt, augenauf (sinngemäss), EFS, JP, SFH, SGB:

Der Bund soll seine Verantwortung im Bereich Rechtsschutz übernehmen und Grundlagen für eine staatlich finanzierte Rechtsberatung und –vertretung schaffen. Die vorgeschlagene Bestimmung ist nicht geeignet, den Rechtsschutz von Asylsuchenden zu sichern (sinngemäss auch **JU, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, COPERA, DJS, SRK, VSJF**). Der Begriff "Verfahrens- und Chancenberatung" ist unklar und

sollte durch "Rechtsberatung" ersetzt werden. Zumindest für verletzte Personen sollte die Rechtsvertretung von Amtes wegen angeordnet werden können. Der Bund täte gut daran, auch die Mandatstätigkeit der Rechtsberatung im Bereich Rechtsvertretung zu finanzieren (sinngemäss **FR, JU, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas LU, Caritas TG, DJS, SRK**). Dies wäre kostengünstig, da mit unnötigen Laienbeschwerden die zweite Instanz belastet wird. Mehrere europäische Staaten sowie die Europäische Union kennen ein ausgebautes Rechtsschutzsystem im Asylverfahren (z. B. Belgien, Finnland, Grossbritannien, Niederlande und Irland) (sinngemäss auch **Caritas, Caritas LU**).

Vorgeschlagen wird, dass der Bund den Zugang zur Rechtsberatung und -vertretung garantieren muss (so auch **GPS, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas LU, Caritas TG, DJS, FSA**). Der Bund soll sicherstellen, dass unentgeltliche Rechtsberatung in allen Stufen des Verfahrens gewährt werden (sinngemäss auch **GPS, Caritas GE, COPERA**). Unbegleitete Minderjährige, Opfer von psychischer, physischer und sexueller Gewalt seien von Amtes wegen zu verbeiständen.

SVP: Dieser Vorschlag sabotiert die Bemühung, das Asylverfahren zu straffen und ist nicht hinnehmbar.

ASP: Cette activité implique en moyenne un travail trois fois plus grand que la seule présence à une audition. Une indemnisation forfaitaire de l'ordre de CHF 1'000 par cas doit donc être garantie pour que cette activité puisse s'organiser valablement.

augenauf, sinngemäss SP, Alnt, EFS und SFH:

Die schweizerische Asylpraxis wurde mehrfach von internationalen Menschenüberwachungsorganen kritisiert. Der UNO-Menschenrechtsausschuss bemängelte in seinen Empfehlungen zur Umsetzung des UNO-Pakts über die bürgerliche und politische Rechte in der Schweiz vom 30. Oktober 2009 den lückenhaften Rechtsschutz im Asylverfahren und forderte die Verantwortlichen auf, Asylsuchende den Zugang zu Rechtsschutz durch die Garantie unentgeltlichen Rechtsbeistandes zu ermöglichen. In anderen europäischen Staaten wird bereits heute unentgeltlicher Rechtsbeistand entweder in allen Verfahrensstadien oder zumindest im zweitinstanzlichen Verfahren gewährt (so auch **Caritas, Caritas LU**). Im Gegensatz zur ständigen Asylpraxis der Schweiz werden die Erfolgsaussichten des Gesuches bzw. der Beschwerde dabei kaum oder gar nicht bewertet. Zudem sehen viele andere europäische Staaten vor, dass Entscheide an eine nächst höhere Instanz weitergezogen werden können; in der Schweiz ist das BVGer die einzige Beschwerdeinstanz. Der Schweiz fehlt zudem ein gesetzlich verankertes Recht auf Rechtsberatung.

Caritas, Caritas LU, sinngemäss DJS: Die Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege nach Artikel 29 der Bundesverfassung (BV; SR 101) wird im Asylverfahren in nicht mehr als 5 % der Fälle gewährt. Die heutigen Mittel der von Hilfswerken und Kirchen getragenen Rechtsberatung für Asylsuchende sind begrenzt und rückläufig (sinngemäss auch **SP, Alnt, augenauf, EFS, SFH**).

Caritas GE, COPERA: Il faut garantir aux demandeurs d'asile une défense juridique digne de ce nom. Cette mesure présenterait l'avantage de limiter le dépôt de recours ainsi que les coûts qui en résultent.

DJS: Die vorgeschlagene Verfahrens- und Chancenberatung ist eine Scheinlösung, welche keine Verbesserung, sondern zusätzlich administrativen Aufwand nach sich zieht. Im erläuternden Bericht wird festgehalten, dass die Verfahrens- und Chancenberatung „kostenlos, objektiv und fair“ sein soll. Eine effiziente Beratung kann nur von erfahrenen Berufsleuten erbracht werden (sinngemäss auch **FSA, Caritas GE, COPERA**); werden diese vom Bund entschädigt, verlieren sie aber ihre zwangsläufig einen Teil ihrer Unabhängigkeit und können deshalb kaum „objektiv und fair“ beraten. Bereits bei der Klärung der Fragen, die mit internationalem Schutz verbunden sind, drängt sich eine grosszügige Gewährung unentgeltlichen Rechtsschutzes im Sinne von Artikel 29 BV auf.

SSV: Soll das System der HWV aufgegeben werden, muss im Gegenzug für das neue System der Rechtsberatung und der Rechtsvertretung in ausgewählten Fällen entsprechend solide gesetzliche Grundlagen geschaffen werden (sinngemäss auch **NE, GPS**).

Keine Bemerkungen

BVGer: Siehe Bemerkungen zu Artikel 30 AsylG

Art. 22, al. 6

⁶ L'office peut ensuite attribuer le requérant à un canton. Dans les autres cas, la procédure à l'aéroport s'applique conformément aux art. 23, 29, 36 et 37.

Siehe hierzu Auswertung der Stellungnahmen zu den Artikeln 17 Absatz 4, 30 und 94 AsylG

Art. 23, al. 1

¹ S'il refuse l'entrée en Suisse, l'office peut ne pas entrer en matière sur la demande d'asile ou la rejeter.

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP, GPS, SVP

Interessierte Kreise: ASP, augenauf, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, chgemeinden, COPERA, CP, DJS, EKM, FER, FIZ, FSA, HEKS, humanrights, IGFM, KKJPD, sek, SODK, SRK, SSV, SVZ, TS, UNHCR, VSJF

VD: Propose la formulation suivante: " L'office peut refuser d'entrer en matière (..) ".

Ablehnung

Kantone:

Parteien: EDU, SP, FDP

Interessierte Kreise: Alnt, EFS, JP, SFH, SGB

EDU: Befürwortet die bisherige Formulierung, da diese klare Verfahrensvorgaben macht.

SP, Alnt, EFS, SFH: Die Fristen im Flughafenverfahren sind zu kurz. Heute profitiert das Flughafenverfahren vom Angebot der Hilfswerke, welche ohne Bundesbeiträge ein Beratungsangebot aufrechterhalten. Die Fristen im Flughafen sind jedoch nur tragbar, wenn das BFM den Rechtsschutz mitfinanziert und rechtzeitig den Zugang zu Rechtsberatung ermöglicht.

Keine Bemerkungen

BVGer

Art. 27, al. 4: phrase introductive et let. c

⁴ Ne sont pas attribuées à un canton les personnes dont la demande d'asile au centre d'enregistrement et de procédure a fait l'objet d'une décision de non-entrée en matière ou y a été rejetée. Cette règle ne concerne notamment pas les personnes:

c. pour lesquelles l'exécution du renvoi depuis le centre d'enregistrement et de procédure n'est pas imminente.

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP, GPS, SP, SVP

Interessierte Kreise: Alnt, augenauf, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, chgemeinden, COPERA, CP, EFS, EKM, FER, FIZ, FSA, HEKS, humanrights, IGFM, KKJPD, sek, SFH, SGB, SODK, SRK, SSV, SVZ, TS, UNHCR, VSJF

GE: Dans le projet figure le terme "notamment", comme dans le texte actuel. Or, il est impératif, pour des questions d'ordre organisationnel, que les cantons connaissent tous les cas de figure dans lesquels les requérants sont susceptibles d'être attribués à un canton.

NW: Unterstützt den Vorschlag, hält jedoch fest, dass im Gesetz leider der unbestimmte Begriff verwendet wird, nämlich, dass die Zuweisung an den Kanton bei "nicht absehbarem Vollzug" trotzdem erfolgt. Gerade diese Fälle bereiten den Kantonen viel Mühe und Arbeit. Gänzlich unbeantwortet bleiben die Fragen im Zusammenhang mit dem Vollzug des Dublin-Abkommens. Es ist unbefriedigend, wenn diese Personen den Kantonen zugewiesen werden und der Vollzug übertragen wird. Den Kantonen fehlen die rechtlichen Mittel (spezifischer Haftgrund, kurzfristige Haft von 20 Tagen) für den Vollzug.

OW: Die Zuteilung auf die Kantone darf erst nach erstinstanzlichem Asylentscheid erfolgen. Mit dem Ziel, die Mehrheit der Asylgesuche in den Empfangs- und Verfahrenszentren (EVZ) zu entscheiden, müsste die Aufenthaltsdauer von 60 Tagen erhöht werden.

chgemeinden: Beantragen, dass in der Regel Personen im Nichteintretensverfahren bis zum rechtskräftigem Abschluss des Verfahrens in den Strukturen des Bundes verbleiben. Die Betroffenen sollen erst zum Wegweisungsvollzug auf die Kantone verteilt werden.

KKJPD: Es sind Massnahmen beim BFM zu ergreifen, die sicherstellen, dass der Vollzug der Wegweisung nach einem Nichteintretensverfahren ab EVZ stattfinden kann. Die vorgeschlagene Bestimmung ist restriktiv zu handhaben.

Ablehnung

Kantone: SG

Parteien: EDU, FDP

Interessierte Kreise: ASP, DJS, JP

SG: In den vergangenen Monaten gab es Zeiten, in denen fast 60 Prozent der zugewiesenen Asylsuchenden pendente Dublin-Verfahren hatten. Dies wirkt sich negativ auf die Arbeit und die Situation in den kantonalen Durchgangszentren aus. Ist dieser Vorschlag tatsächlich politischer Wille, muss die heute 60-tägige Aufenthaltsdauer in den EVZ erhöht werden. Zudem darf die Zuteilung erst nach erstinstanzlichem Entscheid erfolgen. Nur mit einer Verteilung erst nach erstinstanzlichem Entscheid wird die Ordnungsfrist eine starke Wirkung entfalten.

EDU: Befürwortet die bisherige Formulierung, da diese klarere Verfahrensvorgaben macht.

ASP: Verlangt die Streichung dieser Bestimmung, da in diesen Fällen eine de facto Zuweisung (Zuweisung an den für den Vollzug zuständigen Kanton) erfolgt.

DJS: Sinnvoller wäre der grundsätzliche Verzicht darauf, Personen ohne Zuweisung an einen Kanton aus den EVZ zu entlassen.

Keine Bemerkungen

BVGer

Art. 29, al. 3

³ L'audition est consignée dans un procès-verbal. Celui-ci doit être signé par les personnes qui ont participé à l'audition.

Siehe hierzu Auswertung der Stellungnahmen zu den Artikeln 17 Absatz 4, 30 und 94 AsylG

Art. 29a (nouveau) Collaboration à l'établissement des faits

Le Conseil fédéral peut conclure des accords de coopération avec des Etats tiers et des organisations internationales dans le but de faciliter l'établissement des faits. Ces accords peuvent notamment prévoir l'échange d'informations dans le but de déterminer les motifs qui ont poussé le requérant à fuir son Etat d'origine ou de provenance, l'itinéraire qu'il a emprunté ainsi que les Etats tiers dans lesquels il a séjourné.

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP, EDU, GPS, SP, SVP

Interessierte Kreise: Alnt, ASP, augenauf, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, chgemeinden, COPERA, CP, DJS, EFS, EKM (im Grundsatz), FER, FIZ, FSA, HEKS, humanrights, IGFM, KKJPD, sek, SFH, SGB, SODK, SRK, SSV, SVZ, TS, UNHCR, VSJF

EDU: Gleichzeitig soll über die Rückübernahme verhandelt werden.

SP, Alnt, EFS, SFH, SGB fordern zusätzlich, dass die Asylbehörden während des laufenden Verfahrens im Heimatland keine Daten und Informationen über Einzelpersonen einholen dürfen, die Rückschlüsse auf die asylsuchende Person zulassen. Das UNHCR könnte bezüglich des Datenaustausches eine Überwachungsfunktion übernehmen (vgl. Art. 113 AsylG).

EKM: Mit Staaten, welche die EMRK nicht ratifiziert haben, ist ein solches Vorgehen heikel. Es muss garantiert werden, dass die Ermittlung des Sachverhaltes und der gegenseitige Informationsaustausch nicht zum Nachteil der Betroffenen und ihren Familienangehörigen erfolgt (sinngemäss auch **UNHCR**).

Ablehnung

Kantone:

Parteien: FDP

Interessierte Kreise: JP

Keine Bemerkungen

BVGer

Art. 30 (abrogé)

Abrogé

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, JU, LU, NW, OW, SG, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP (im Grundsatz), SVP

Interessierte Kreise: chgemeinden, CP, EKM (im Grundsatz), FER, FSA, IGFM, KKJPD, SODK, SVZ, TS

TI: In particolare non dovrebbero sorgere delle carenze nell'ambito dell'accompagnamento dei richiedenti, se le finalità di una consulenza relativa alla procedura d'asilo ed alle sue possibilità di successo saranno effettivamente realizzate come prospettato dagli emendamenti posti in consultazione.

CSP: Wenn die Hilfswerke bereit sind, das gesetzlich gut verankerte System der Hilfswerksvertretung aufzugeben, müssen für das neue System der Rechtsberatung und Rechtsvertretung in ausgewählten Fällen solide gesetzliche Grundlagen geschaffen werden.

Ablehnung

Kantone: GR, NE, SH, VD

Parteien: EDU, FDP, GPS, SP,

Interessierte Kreise: Alnt, ASP, augenauf, BVGer, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, COPERA, DJS, EFS, FIZ, HEKS, humanrights, JP, sek, SFH, SGB, SRK (eher ablehnend), SSV, UNHCR (eher ablehnend), VSJF

GR: Erachtet den gegenwärtigen Rechtsschutz als genügend.

SH: Durch die Teilnahme der Hilfswerke verfügen die Betroffenen zu Beginn des Verfahrens über Anlaufstellen, welche auf asylrechtliche Fragen spezialisiert sind. Dies hat sich bewährt und soll beibehalten werden.

EDU: Wenn Hilfswerke einbezogen werden sollen, sind entsprechende Verfahrensvorschriften sinnvoll. So ist z. B. die Unterschrift der Hilfswerke weiterhin notwendig, wenn diese für die Betreuung oder Rückschaffung verantwortlich sind. **SP, Alnt, sinngemäss Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG; EFS, JP, SFH, SGB:**

Sind mit dem Vorschlag nur einverstanden, wenn der Bund ein wirksames Rechtsschutzmodell einführt, welches die Rechte der Asylsuchenden im Verfahren stärkt (sinngemäss auch **NE, GPS, ASP, augenauf, COPERA, HEKS**). Die vorgeschlagene Regelung der Verfahrens- und Chancenberatung ist nicht genügend (vgl. Bemerkungen zu Art. 17 Abs. 4 AsylG). Der Verzicht auf die HWV bei Anhörungen würde dazu führen, dass sich die Qualitätskontrolle durch die HWV im erstinstanzlichen Verfahren auf teurere Beschwerdeverfahren verlagert und allfällige Verfahrensprobleme erst auf Beschwerdeebene korrigiert werden könnten (sinngemäss **BVGer, Caritas GE, COPERA, DJS, FIZ, humanrights, sek, UNHCR, VSJF**). Der Bund wird deshalb aufgefordert, alternative Modelle der Qualitätssicherung durch Dritte auszuarbeiten (sinngemäss auch **augenauf, HEKS, humanrights, SRK, VSJF**).

BVGer: Die vorgesehene Verfahrens- und Chancenberatung ist nicht als Ersatz für die unentgeltliche Rechtsverteidigung nach Artikel 65 Absatz 2 des Bundesgesetzes über das Verwaltungsverfahren (VwVG, SR 172.021) konzipiert.

Caritas, Caritas LU: Die Bedingung, dass die vorgeschlagene Verfahrens- und Chancenberatung (vgl. Art. 17 Abs. 4 und 94 Abs. 1 bis 3 AsylG) zu Lasten der Hilfswerke eingeführt wird und nicht mehr kosten darf als diese, verunmöglicht eine akzeptable Lösung, die den Rechtsschutz der Betroffenen verbessern würde.

Caritas GE: Si le système des représentants des œuvres d'entraide devait être abandonné il s'imposerait de procéder à un enregistrement systématique des auditions afin de disposer d'un moyen de contrôle sur le bon déroulement de celles-ci et de trancher les contestations éventuelles.

COPERA: Pour renforcer les garanties de procédure en matière d'asile, nous suggérons de prévoir en enregistrement sonore des auditions sur CD-ROM. Ce CD-ROM pourra ensuite faire partie intégrante du dossier, dont le requérant pourra obtenir un exemplaire lors de la consultation de son dossier (sinngemäss auch **UNHCR**)

DJS: Halten die Abschaffung der HWV in jenen Asylverfahren problematisch, in welchen die Betroffenen einer Freiheitsbeschränkung unterworfen sind, namentlich im Flughafentransit oder in den EVZ. In diesen Fällen sollten die Hilfswerke beibehalten werden. Bei einem Wegfall der HWV entstehen erhebliche Rechtsschutzdefizite, welche es zu kompensieren gilt, z. B. durch eine konsequent liberale Anwendung der Bestimmungen über die unentgeltliche Rechtspflege und Verbeiständung. Die Mandate könnten von behördenunabhängigen, berufsmässigen Rechtsvertreterinnen und Rechtsvertretern übernommen werden. DJS schlägt zusätzlich eine neue Bestimmung zur unentgeltlichen Rechtspflege vor: „Wenn der Asylsuchende die Voraussetzungen für die Unentgeltliche Rechtspflege erfüllt, bestellt die Beschwerdeinstanz ihm einen Anwalt nach Artikel 65 Absatz 2 VwVG. Wenn der Asylsuchende bereits von einem qualifizierten Rechtsvertreter vertreten wird, dem von einem nach Artikel 20 Absatz 2 zugelassenen Hilfswerke oder von deren Dachorganisation die asylrechtliche Fachkompetenz bescheinigt wird, kann dieser als unentgeltlicher Rechtsbeistand bestellt werden“.

Siehe auch Bemerkungen zu Artikel 17 Absatz 4 und 94 Absätze 1 bis 3 AsylG

Art. 31 Préparation des décisions par les cantons

Le département peut décider en accord avec les cantons, que le personnel cantonal régi par des rapports de travail de droit public prépare les décisions sous la direction de l'office et à son intention.
--

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GL, GR, JU, LU, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP, GPS, SVP

Interessierte Kreise: ASP, augenauf, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, chgemeinden, COPERA, CP, DJS, EKM, FER, FIZ, FSA, HEKS, humanrights, IGFM, KKJPD, sek, SODK, SSV, SVZ, TS, VSJF

BE: Es erscheint sinnvoll, die bereits heute bestehende Möglichkeit der Entscheidvorbereitung bei Nichteintreten auf die Vorbereitung von materiellen Entscheiden auszudehnen.

CVP: Es dürfen durch diesen Vorschlag keine Doppelspurigkeiten entstehen.

Ablehnung

Kantone: GE, NE

Parteien: EDU, FDP, SP

Interessierte Kreise: Alnt, EFS, JP, SFH, SGB, SRK, UNHCR

GE: Ne dispose pas ni des ressources humaines, ni des ressources matérielles pour réintégrer ces prestations dans son organisation (sinngemäss auch **NE**).

EDU: Bevorzugt die bisherige Formulierung mit dem klaren Verweis auf die entsprechenden Verfahrensartikel.

SP, Alnt, EFS, SFH, SGB, SRK: Es sollte auf die Mitwirkung der Kantone im Bereich der Entscheidvorbereitung verzichtet werden, da die frühere Beteiligung der Kantone sich nicht bewährt hat. Der Bund sollte für das BFM genügend Ressourcen bereitstellen, so dass auf die Mitwirkung der Kantone verzichtet werden kann.

UNHCR: Feststellungen zu Asylanträgen sollten durch eine einzige, zentrale und darauf spezialisierte Behörde vorgenommen werden.

Keine Bemerkungen

BVGer

Art. 31a (nouveau) Décisions de l'office

¹ En règle générale, l'office n'entre pas en matière sur une demande d'asile lorsque le requérant:

- a. peut retourner dans un Etat tiers sûr, au sens de l'art. 6a, al. 2, let. b, dans lequel il a séjourné auparavant;
- b. peut se rendre dans un Etat tiers compétent, en vertu d'un accord international, pour mener la procédure d'asile et de renvoi;
- c. peut retourner dans un Etat tiers dans lequel il a séjourné auparavant;
- d. peut poursuivre son voyage vers un Etat tiers pour lequel il possède déjà un visa et dans lequel il peut demander protection;
- e. peut poursuivre son voyage vers un Etat tiers dans lequel vivent des proches parents ou des personnes avec lesquelles il entretient des liens étroits.

² L'al. 1, let. c à e, n'est pas applicable lorsque l'office est en présence d'indices d'après lesquels l'Etat tiers n'offre pas une protection efficace au regard du principe du non-refoulement visé à l'art. 5, al. 1.

³ L'office n'entre pas en matière sur la demande d'asile qui ne satisfait pas aux conditions fixées à l'art. 18. Cette disposition s'applique notamment lorsque la demande d'asile est déposée exclusivement pour des raisons économiques ou médicales.

⁴ Dans les autres cas, l'office rejette la demande d'asile lorsque la qualité de réfugié n'est ni prouvée ni rendue vraisemblable ou s'il existe un motif d'exclusion au sens des art. 52 à 54.

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP, GPS, SVP

Interessierte Kreise: ASP, augenauf, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, chgemeinden, COPERA, CP, DJS (Zustimmung nur zu Art. 31a Abs. 1, 2 und 4), EKM, FER, FIZ, FSA, HEKS, humanrights, IGFM, JP, KKJPD, sek, SODK, SRK (im Grundsatz), SSV, SVZ, TS, UNHCR, VSJF

BE: Zentral ist die Möglichkeit des BFM, ein Asylgesuch trotz Vorliegen formeller Nichteintretensgründe materiell zu behandeln, wenn Hinweise bestehen, dass das Non-Refoulement-Gebot verletzt werden könnte. Dies gilt insbesondere für Asylgesuche von Personen aus sicheren Drittstaaten oder für von Dublin betroffene Fälle. Begrüsst insbesondere den Zusatz, wonach auf Asylgesuche, welche ausschliesslich aus wirtschaftlichen oder medizinischen Gründen eingereicht werden, nicht eingetreten wird (auch **TI**).

GR: Bezweifelt jedoch, dass mit dieser Gesetzesänderung eine Verfahrenseffizienz erzielt werden kann. Zudem ist zu hinterfragen, ob die Neuregelung der Asylverfahren die bestehenden Probleme (Befragungspendenzen, Verfahrensdauer, Vollzugsproblematik etc.) zu lösen vermag (sinngemäss auch **NE**). Zu prüfen ist, ob die Aufhebung des Nichteintretenstatbestandes, wenn die Betroffenen keine Reise- oder Identitätspapiere abgegeben (Art. 32 Absatz 2 Buchstabe a AsylG), tatsächlich erfolgen soll (sinngemäss auch **OW, SG, SO**).

NE: Nous sommes favorables à cette simplification. Néanmoins, nous relevons que, dans le cas de renvoi selon la procédure Dublin, et en particulier en ce qui concerne les personnes vulnérables, aucune indication n'est fournie quant à la manière dont l'Office fédéral des migrations (ODM) entend veiller à ce que ces personnes obtiennent, sur place, le traitement et les égards que leur statut commande et, cas échéant, quelles mesures peuvent être prises s'il devait apparaître que les états Dublin concernés ne se conforment pas à leurs engagements internationaux.

SO: Die Möglichkeit, einen NEE zu fällen, wenn Personen in der Schweiz bereits ein Asylverfahren erfolglos durchlaufen haben, sollte weiterhin bestehen bleiben, ansonsten der Aufenthalt in der Schweiz hinausgezögert werden könnte.

UR: Die Dublin-Nichteintretensentscheide müssen sofort vollziehbar sein (Entzug der aufschiebenden Wirkung), da ansonsten die Gefahr des Untertauchens besteht.

GPS: Warnen vor Ausweisungen ohne einer sorgfältigen Abklärung des Risikos, dass dieses Land die Asylsuchenden in ein Land weiterschickt, wo sie verfolgt werden könnten.

DJS: Sind damit einverstanden, alle Fälle, in denen eine Wegweisung in einen sicheren Drittstaat zulässig und möglich erscheint, in eine Nichteintretensbestimmung zusammenzufassen. Kritisieren allerdings, die ersatzlose Streichung der bisherigen Ausnahmebestimmungen (Art. 34 Abs. 3 AsylG) (sinngemäss auch **SRK, UNHCR**). **DJS** schlägt vor, dass die Schweiz auf Asylgesuche eintritt, wenn die Wegweisung unzumutbar ist, weil im Drittstaat die Minimalstandards sozialer Sicherheit für Asylsuchende nicht gewährleistet sind; dies ist gegenwärtig in Griechenland und Italien der Fall.

CP: Ist der Meinung, dass sich Artikel 31a Absatz 1 Buchstabe a und Artikel 31a Absatz 1 Buchstabe c AsylG widersprechen und Interpretationen zulassen; diese sollten klarer formuliert werden.

FSA: Schlägt eine redaktionelle Anpassung vor.

IGFM: Weist jedoch auf das Urteil des BVGer vom 2. Februar 2010 hin, in welchem das BFM angewiesen wird, die Rekursfrist abzuwarten und einen Asylsuchenden nicht bereits anlässlich der Bekanntgabe der Ausschaffung auszuweisen.

SVZ: Die Aufhebung der Nichteintretenstatbestände infolge Täuschung, die schuldhaft Verletzung der Mitwirkungspflicht und die Einreichung gefälschter Beweismittel muss mit entsprechenden Strafmassnahmen einhergehen. Im Zivilstandswesen müssen vermehrt Berichtigungen und Korrekturen infolge früherer Abgaben von gefälschten Dokumenten gemacht werden. Fälschungen, Täuschungen etc. dürfen keine Vorteile bringen. Der daraus entstandene Schaden soll durch die Verursacher bezahlt werden.

UNHCR: Begrüsst das Bestreben, das Asylverfahren verständlicher zu gestalten und die Aufhebung mehrerer Nichteintretenstatbestände, insbesondere der Papierlosenbestimmung. Zu Artikel 31a Absatz 1 Buchstabe a und b AsylG:

Das UNHCR ist strikt gegen die Ausweitung des Konzeptes des sicheren Drittstaates auf Staaten, zu denen der Asylsuchende keine Beziehung hat und die allein danach bestimmt werden, dass der Asylsuchende die Gelegenheit gehabt hat, Schutz zu suchen. Vielmehr kommt es für eine solche Übertragungsmöglichkeit darauf an, ob ein massgeblicher Bezug zu dem Drittstaat besteht. Die blossе Tatsache, dass eine Person als Flüchtling anerkannt wird, heisst nicht zwangsläufig, dass er im betreffenden Land wirksamen Schutz erhält.

Zu Artikel 31a Absatz 1 Buchstabe c- e AsylG:

Die Formulierung „in einen sicheren Drittstaat zurückkehren können, in welchem sie sich vorher aufgehalten haben“, entspricht nicht den allgemein akzeptierten Prinzipien und dem Sprachgebrauch des internationalen Flüchtlingsrechts. Insbesondere knüpft der Wortlaut nicht an das Vorhandensein von Schutzmöglichkeiten oder eines Schutzstatus im Voraufenthaltsstaat an. UNHCR erachtet es daher als wichtig, diese Terminologie klarzustellen und zwischen den Begriffen „sicheren Drittstaat“ und „Erstasylland“ zu unterscheiden.

Zudem weist das UNHCR darauf hin, dass eine volle Kompatibilität der vorgeschlagenen Änderungen mit dem Dublin-Acquis nicht gewährleistet ist. Dies gilt insbesondere für die Möglichkeit der Wegweisung in sonstige Drittstaaten und die Fragen des Verfahrensablaufes, insbesondere im Bereich des Rechtsschutzes und empfiehlt Artikel 31a Absatz 1 Buchstabe c – e zu streichen.

Ablehnung

Kantone:

Parteien: EDU, FDP, SP

Interessierte Kreise: Alnt, DJS (Art. 31a Abs. 3), EFS, SFH, SGB

EDU: Die Formulierung "in der Regel" räumt einen zu grossen Ermessensspielraum ein. Es fehlt der Nichteintretensgrund der Identitätsverweigerung in Form von Vorlegen der Identitätspapiere, der Täuschung, sowie mangelnder Mitwirkung.

FDP: Spricht sich gegen den Ersatz von Nichteintretensentscheiden durch materielle Verfahren mit verkürzten Beschwerdefristen aus; die erwartete Beschleunigung im Asylverfahren sowie die im erläuternden Bericht ausgewiesenen Einsparungen von 2,5 Millionen Franken können nur durch personelle Aufstockung erreicht werden und bedingen, dass die erwartete Beschleunigung der Asylverfahren tatsächlich eintritt.

SP, Alnt, EFS, SFH, SGB: Ein Nichteintretensverfahren ist für die Dublin-Prüfung nicht geeignet. Auch im Dublin-Verfahren und bei der Drittstaatenregelung müssen bestimmte Fragen materiell geprüft werden. Es wird vorgeschlagen, für Dublin- und Drittstaaten-Fälle ein eigenständiges Zuständigkeitsverfahren zu schaffen, welches eine eingeschränkte Prüfung zu bestimmten Fragen beinhaltet. Neben Dublin-Kriterien (Familienbeziehungen) wäre auch zu klären, ob Wegweisungshindernisse gegen die Überstellung in den Drittstaat bestehen. Zudem ist eventualiter Artikel 31a Absatz 2 AsylG dahingehend zu ergänzen, dass auch das völkerrechtliche Refoulement der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten (EMRK; SR 0.101) berücksichtigt wird. Ausserdem muss gestützt auf Artikel 4 Absatz 1 Dublin-Verordnung⁵ präzisiert werden, dass für Fälle, in denen in einem Dublin-Staat ein Asylgesuch eingereicht wurde, die übrigen Drittstaatsklauseln (Art. 31a Abs. 1 Bst. a, c, d, e AsylG) nicht zur Anwendung kommen dürfen. Der Zusatz, wonach das Bundesamt auf ein Asylgesuch nicht eintritt, wenn dieses ausschliesslich aus medizinischen oder wirtschaftlichen Gründen eingereicht wird, ist nicht notwendig und daher zu streichen.

DJS: Lehnt den Vorschlag ab, sofern der am 19.12.2008 in der Vernehmlassung unterbreite Vorschlag, dass Asylsuchende eine geltend gemachte Unzumutbarkeit des Wegweisungsvollzuges aus persönlichen Gründen neu nachweisen müssen (vgl. Art. 83 Abs. 5, 5bis und 5ter AuG) weiterverfolgt wird.

⁵ Verordnung (EG) Nr. 343/2003 des Rates vom 18. Februar 2003 zur Festlegung der Kriterien und Verfahren zur Bestimmung des Mitgliedstaats, der für die Prüfung eines von einem Drittstaatsangehörigen in einem Mitgliedstaat gestellten Asylantrags zuständig ist (ABl. L 50 vom 25.2.2003, S. 1)

Keine Bemerkungen

BVGer

Art. 32 à 35a

Abrogés

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP, GPS, SP, SVP

Interessierte Kreise: Alnt, ASP, augenauf, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, chgemeinden, COPERA, CP, DJS (im Grundsatz), EFS, EKM, FER, FIZ, FSA, HEKS, humanrights, IGFM, JP, KKJPD, sek, SFH, SGB, SODK, SRK, SSV, SVZ, TS, UNHCR, VSJF

GR, DJS: Siehe Bemerkungen zu Artikel 31a AsylG.

Ablehnung

Kantone:

Parteien: EDU, FDP

Interessierte Kreise:

EDU: Bedauert, dass gerade der bisherige Artikel 33 AsylG (Nichteintreten bei missbräuchlicher Nachreichung eines Asylgrundes) aufgehoben werden soll. Dieser Trick wird in der Praxis häufig angewendet, um den Flüchtlingsstatus oder eine vorläufige Aufnahme zu erreichen.

Keine Bemerkungen

BVGer

Art. 36 Procédure précédant les décisions

¹ En cas de décision de non-entrée en matière fondée sur l'art. 31a, al. 1, le droit d'être entendu est accordé au requérant. Il en va de même si:

a. le requérant a trompé les autorités sur son identité, le dol étant constaté sur la base d'un examen dactyloscopique ou d'autres moyens de preuve;

b. la demande du requérant s'appuie de manière déterminante sur des moyens de preuve faux ou falsifiés;

c. le requérant s'est rendu coupable d'une autre violation grave de son obligation de collaborer.

² Dans les autres cas, l'audition a lieu selon l'art. 29.

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP, EDU, GPS, SVP

Interessierte Kreise: Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, chgemeinden, COPERA, CP, DJS, EKM, FER, FIZ, HEKS, humanrights, KKJPD, sek, SGB (teilweise Gutheissung), SODK, SSV, SVZ, TS, VSJF

BE, TI: Erhoffen sich vom Verzicht auf die Anhörung markante Ressourcen- und Zeitersparnisse. Es muss allerdings sichergestellt werden, dass eine Wiederaufnahme des Verfahrens bei nachträglich festgestelltem Vorliegen von Asylgründen jederzeit möglich ist.

EDU: Ist allerdings der Auffassung, dass die geltende Formulierung genügend offen und eine neue Formulierung nicht zwingend ist.

Ablehnung

Kantone: NE

Parteien: FDP, SP

Interessierte Kreise: Alnt, ASP, augenauf, EFS, FSA, IGFM (teilweise Ablehnung), JP, SFH, SGB (teilweise Ablehnung), SRK, UNHCR

SP, Alnt, sinngemäss **augenauf; EFS, JP, SFH, SGB:** Bei materiellen Entscheiden ist zwingend eine Anhörung durchzuführen (sinngemäss auch **IGFM**). Dies soll auch gelten, wenn die Betroffenen über ihre Identität täuschen, gefälschte Beweismittel einreichen oder ihre Mitwirkungspflicht schuldhaft verletzen (vgl. Art. 36 Abs. 1 Bst. a- c AsylG). Auch die EU-Kommission fordert in ihren Änderungsvorschlägen zur Verfahrensrichtlinie⁶ neu grundsätzlich eine Anhörung auch für missbräuchliche Asylgesuche (sinngemäss auch **NE**). Die Gewährung des rechtlichen Gehörs in diesen Fällen führt zu keiner Beschleunigung des Asylverfahrens (sinngemäss auch **NE**).

ASP: En réintroduisant une sous-catégorie avec des mesures de procédure particulières, la révision de la loi manquerait son objectif de simplification.

FSA: Il nous paraît indispensable que le droit d'être entendu soit garanti à tous les requérants d'asile.

SRK: Jede asylsuchende Person hat das Recht, vor ihrem Entscheid angehört zu werden.

UNHCR: Ist der Ansicht, dass es Fälle gibt, in welchen das rechtliche Gehör nicht ausreicht, um den Sachverhalt genügend festzustellen, damit eine Entscheidung über die Flüchtlingseigenschaft getroffen werden kann. Es ist problematisch, dass das rechtliche Gehör lediglich schriftlich gewährt werden kann.

Keine Bemerkungen

BVGer

Art. 37, al. 1 et 2, al. 3 (abrogé)

¹ En règle générale, la décision de non-entrée en matière est prise dans les cinq jours ouvrables qui suivent le dépôt de la demande.

² Dans les autres cas, la décision est prise en règle générale dans les dix jours ouvrables qui suivent le dépôt de la demande.

³ *Abrogé*

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NW, OW, SG, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP, EDU, GPS, SVP

Interessierte Kreise: augenauf, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, chgemeinden, COPERA, CP, EKM, FER, FIZ, FSA, HEKS, humanrights, IGFM, KKJPD, sek, SODK, SSV, SVZ, TS, UNHCR, VSJF

BE, GR, OW, TI: Es braucht zusätzliche Ressourcen im Asylverfahren, damit die Fristen tatsächlich eingehalten werden können (sinngemäss auch **BL, GE, SZ, TG, ZH, GPS**).

BS: Es kann nicht ausgeschlossen werden, dass von den im Gesetz vorgesehenen Verlängerungsmöglichkeiten nicht nur in den im erläuternden Bericht aufgeführten Ausnahmefällen Gebrauch gemacht werden muss. Die zu erwartende Kostensenkung ist deshalb zu relativieren.

GE: Ne devra toutefois pas nuire à la qualité des décisions. L'exécution du renvoi est généralement plus aisée lorsque le séjour en Suisse est bref (sinngemäss auch **VS**).

OW: Eine Abweichung der Ordnungsfrist muss auf ein absolutes Minimum begrenzt werden. Die Zuteilung auf die Kantone ist insbesondere bei allen NEE zu unterlassen. Heute

⁶ Vorschläge der EU-Kommission zur Neufassung der Verfahrensrichtlinie (2009) 554 endgültig vom 22. Oktober 2009, Bemerkungen zu Art. 13 E-Verfahrensrichtlinie, S. 37f.

übernehmen die Kantone im Asylverfahren die unbefriedigende Aufgabe des "Puffers" (auch **SG**). Diese Funktion widerspricht der Zielsetzung eines raschen Asylverfahrens.

SO: Der Begriff "in der Regel" ist unklar und lässt Interpretationen zu (sinngemäss auch **BE, BS, OW, SG, TI**). Im Hinblick auf eine Verfahrensbeschleunigung scheint es angebracht, eine maximale Bearbeitungsdauer einzuführen und schlägt eine maximale Bearbeitungsdauer von 8 Monaten vor.

TG: Das Ziel der Beschleunigung der Asylverfahren dürfte alleine mit der Reduktion der Beschwerde- und Behandlungsfristen kaum erreichbar sein. Auch die hinlänglich bekannte Vollzugsproblematik führt zu Schwierigkeiten bei der Umsetzung von rechtskräftigen Asylentscheiden.

VD: Constate que les délais d'ordre actuel ne sont souvent pas respectés (sinngemäss **SZ, GPS**). Il soutient une telle proposition à condition qu'elle s'accompagne de moyens permettant une réelle accélération des procédures (sinngemäss auch **BE, GR, LU**).

EDU: Begrüssst grundsätzlich kurze Fristen unter der Bedingung, dass rechtsstaatliche Verfahren nicht beeinträchtigt werden. Schlägt aber vor, die Behandlungsfrist auf 10 Arbeitstage zu erhöhen.

SODK: Auch das BFM soll durch rasche Entscheidungsverfahren und durch das Abtragen von Pendenzen einen erheblichen Beitrag zur Beschleunigung des Verfahrens leisten.

Ablehnung

Kantone: NE, SH

Parteien: FDP, SP

Interessierte Kreise: Alnt, ASP, DJS, EFS, JP, SFH, SGB, SRK

SH: Durch die Verkürzung der Behandlungsfrist, erwachsen die Entscheide früher in Rechtskraft und die betroffenen Personen nehmen die von den Kantonen ausgerichteten Nothilfe früher in Anspruch.

FDP: Für eine Verfahrensbeschleunigung wäre eine personelle Aufstockung bei allen entscheidenden Behörden nötig. Zudem müssen tiefgreifende organisatorische Massnahmen ergriffen werden. Nur so können qualitativ hochstehende Verfahren in möglichst rascher Zeit gewährt werden.

SP, Alnt, EFS, JP, SFH, SGB: Die neu vorgesehene erstinstanzliche Verfahrensfrist, die auch für Dublin-Fälle gelten soll, ist unrealistisch und kann im Dublin-Verfahren von vornherein nicht eingehalten werden. Auch dieser Umstand spricht dafür, dass das praktizierte Nichteintretensverfahren mit dem Dublin-System nicht kompatibel ist (vgl. Bemerkungen zu Artikel 31a AsylG).

ASP, sinngemäss DJS: Il est toujours possible d'inscrire dans une loi des délais d'ordre dont on sait par avance qu'ils ne seront pas tenus. Réduire de moitié les délais d'ordre n'a pas de sens, si l'on sait que les délais actuels ne sont eux-mêmes pas respectés dans un très grand nombre de cas (sinngemäss auch **NE, FDP**).

SRK: Diese kurzen Fristen verunmöglichen es, die nötigen Sorgfaltspflicht für die Prüfung des Asylgesuches einzuhalten.

Keine Bemerkungen

BVGer

Art. 37a (nouveau) Motivation

La décision de non-entrée en matière doit être motivée sommairement.
--

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP, EDU, GPS, SP, SVP

Interessierte Kreise: Alnt, augenauf, ASP, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, chgemeinden, COPERA, CP, DJS, EFS, EKM, FER, FIZ, FSA, HEKS, humanrights, IGFM, KKJPD, sek, SFH, SGB, SODK, SRK, SSV, SVZ, TS, UNHCR, VSJF

Ablehnung

Kantone:

Parteien: FDP

Interessierte Kreise: JP

Keine Bemerkungen

BVGer

Art. 38

Abrogé

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP, EDU, GPS, SP, SVP

Interessierte Kreise: Alnt, augenauf, ASP, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, chgemeinden, COPERA, CP, DJS, EFS, EKM, FER, FIZ, FSA, HEKS, humanrights, IGFM, KKJPD, sek, SFH, SGB, SODK, SRK, SSV, SVZ, TS, UNHCR, VSJF

DJS: Schlägt allerdings vor, das Verfahren bei der Gewährung des rechtlichen Gehörs im AsylG zu umschreiben oder explizit auf die entsprechenden Bestimmungen des VwVG zu verweisen. Aufgrund der unterschiedlichen Praxen (Gewährung des rechtlichen Gehörs auf dem Korrespondenzweg oder im Rahmen einer mündlichen Verhandlung) drängt sich eine Umschreibung des einzuhaltenden Standards auf.

Ablehnung

Kantone:

Parteien: FDP

Interessierte Kreise: JP

Keine Bemerkungen

BVGer

Art. 39 Octroi de la protection provisoire

Si les informations recueillies au centre d'enregistrement et de procédure ou lors de l'audition font manifestement apparaître que le requérant appartient à un groupe de personnes à protéger visé à l'art. 66, la protection provisoire lui est accordée.

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP, GPS, SP, SVP

Interessierte Kreise: Alnt, augenauf, ASP, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, chgemeinden, COPERA, CP, DJS, EFS, EKM, FER, FIZ, FSA, HEKS, humanrights, IGFM, KKJPD, sek, SFH, SGB, SODK, SRK, SSV, SVZ, TS, UNHCR, VSJF

Ablehnung

Kantone:

Parteien: EDU, FDP

Interessierte Kreise: JP

EDU: Zieht bisherige Formulierung vor, weil dort die Gewährung von vorübergehendem Schutz auf Befragungen und Anhörungen Bezug nimmt und nicht auf EVZ beschränkt wird.

Keine Bemerkungen

BVGer

Art. 40

Abrogé

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP, GPS, SP, SVP

Interessierte Kreise: Alnt, augenauf, ASP, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, chgemeinden, COPERA, CP, DJS, EFS, EKM, FER, FIZ, FSA, HEKS, humanrights, IGFM, KKJPD, sek, SFH, SGB, SODK, SRK, SSV, SVZ, TS, UNHCR, VSJF

DJS: Siehe Bemerkungen zu Artikel 38 AsylG.

Ablehnung

Kantone:

Parteien: EDU, FDP

Interessierte Kreise: JP

EDU: Es sollte auch formuliert werden, unter welchen Bedingungen ohne weitere Abklärungen eine Ablehnung erfolgt.

Keine Bemerkungen

BVGer

Art. 41

Abrogé

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP, GPS, SP, SVP

Interessierte Kreise: Alnt, augenauf, ASP, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, chgemeinden, COPERA, CP, DJS, EFS, EKM, FER, FIZ, FSA, HEKS, humanrights, IGFM, KKJPD, sek, SFH, SGB, SODK, SRK, SSV, SVZ, TS, UNHCR, VSJF

DJS: Siehe Bemerkungen zu Artikel 38 AsylG.

Ablehnung

Kantone:

Parteien: EDU, FDP

Interessierte Kreise: JP

Keine Bemerkungen

BVGer

Art. 76, al. 3

³ Si l'exercice du droit d'être entendu révèle des indices de persécution, une audition a lieu selon l'art. 29.

Siehe hierzu Auswertung der Stellungnahmen zu den Artikeln 17 Absatz 4, 30 und 94 AsylG

Art. 78, al. 4

⁴ Lorsqu'il est prévu de révoquer la protection provisoire, une audition a lieu selon l'art. 29.

Siehe hierzu Auswertung der Stellungnahmen zu den Artikeln 17 Absatz 4, 30 und 94 AsylG

Art. 80, al. 1

¹ L'aide sociale ou l'aide d'urgence est fournie aux personnes qui séjournent en Suisse en vertu de la présente loi par le canton auquel elles ont été attribuées. S'agissant des personnes qui n'ont pas été attribuées à un canton, l'aide d'urgence est fournie par le canton désigné pour exécuter le renvoi. Les cantons peuvent déléguer tout ou partie de cette tâche à des tiers.

Siehe hierzu Auswertung der Stellungnahmen zu den Artikeln 17 Absatz 4, 30 und 94 AsylG

Art. 94 (neueu), titre, al. 1 à 3

Contributions fédérales pour le conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances

¹ La Confédération verse des contributions à des tiers pour le conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances (art. 17, al. 4).

² Le Conseil fédéral fixe le montant des contributions forfaitaires et les conditions de leur octroi.

³ L'octroi des contributions est effectué dans le cadre de contrats de prestations de droit public.

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, GE, GL, LU, NW, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP (im Grundsatz), EDU,

Interessierte Kreise: chgemeinden, CP, FER, FIZ, FSA, humanrights, IGFM, KKJPD, SODK, SVZ, TS, UNHCR

BE, BS, GL, SO, CSP, CVP, HEKS, humanrights, TS, UNHCR:

Siehe Bemerkungen zu Artikel 17 Absatz 4 AsylG

Ablehnung

Kantone: FR, GR, JU, NE, OW, SH, SG, VD

Parteien: FDP, GPS, SP, SVP

Interessierte Kreise: Alnt, ASP, augenau, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, COPERA, DJS, EFS, EKM, HEKS, JP, sek, SFH, SGB, SRK, SSV, VSJF

OW, SG: Stellen sich die Frage, warum nicht auch die Kantone für die Verfahrensbegleitung und Unterstützung der unbegleiteten Minderjährigen entschädigt werden.

GR: Wenn die finanzielle Beitragsleistung des Bundes anstelle der HWV bei Anhörungen in eine Verfahrens- und Chancenberatung fliessen, werden die Beschwerden - auch in aussichtslosen Fällen - weiter zunehmen und die Asylverfahren verzögert.

GPS: Le financement de ce conseil par la Confédération est insuffisant. Il faut accorder les moyens nécessaires, notamment financiers à un véritable soutien juridique pendant tout la procédure.

SP, Alnt, sinngemäss **Caritas, Caritas BL/BS, Caritas LU, Caritas TG, DJS; EFS, JP, SFH, SGB:**

Die vorgeschlagene Formulierung ist zu vage. Der Bund sollte eine angemessene Pauschale für jede asylsuchende Person zahlen, welche neben den Kosten für die Rechtsberatung und -vertretung auch die Kosten für Dolmetscher sowie einen Anteil an die Verwaltungskosten beinhaltet. Dabei orientiert sich der Bund am effektiv notwendigen Aufwand für qualitativ gute Befragungen (sinngemäss auch **sek**). Auch im Bereich Rechtsvertretung ist der Bund

aufgefordert, eine entsprechende Entschädigung ausbezahlen (sinngemäss auch **FR, JU, VSJF**). Die Grundzüge der Kriterien für die Bemessung der Beitragshöhe sind bereits im Gesetz zu regeln (vgl. zum Ganzen Bemerkungen zu Art. 17 Abs. 4 AsylG). Wenn das BVGer die unentgeltliche Prozessführung im Asylverfahren nur zurückhaltend gewährt, so soll der Bund bereit sein, eine Entschädigung zu leisten.

augenauf: Fordert eine klare gesetzliche Grundlage, welche die Zusprechung von Beiträgen des Bundes an die Rechtsberatung regelt. Nur mit den notwendigen finanziellen Mitteln kann die rechtsstaatliche Legitimation des Asylverfahrens erreicht werden.

DJS: Da die HWV bleiben soll, ist auch deren Finanzierung weiterhin zu regeln.

EKM: Die EKM erachtet die Finanzierung der Rechtsberatung und auch die Rechtsvertretung bei fehlenden finanziellen Mitteln des Betroffenen als eine staatliche Aufgabe.

Siehe auch Bemerkungen zu Artikel 17 Absatz 4 und 30 AsylG.

Keine Bemerkungen

BVGer

Art. 108, al. 1 et 2

¹ Le délai de recours commence à courir dès la notification de la décision; il est de quinze jours pour les décisions et de dix jours pour les décisions incidentes

² Le délai de recours contre les décisions rendues en vertu de l'art. 23, al. 1, et contre les décisions de non-entrée en matière est de cinq jours ouvrables.

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BL, GL, GR, LU, NW, OW, SG (im Grundsatz), SO, TG (im Grundsatz), UR, ZG, ZH

Parteien: CVP, EDU, SVP

Interessierte Kreise: chgemeinden, CP, FER, KKJPD, SODK, SVZ

SG: Eine Rechtsmittelfrist von 15 Tagen ist in der Rechtsordnung singulär.

TG: Das Ziel der Beschleunigung der Asylverfahren dürfte alleine mit der Reduktion der Beschwerde- und Behandlungsfristen kaum erreichbar sein. Auch die hinlänglich bekannte Vollzugsproblematik führt zu Schwierigkeiten bei der Umsetzung von rechtskräftigen Asylentscheiden.

UR: Lehnt den Vorschlag nicht ab, äussert jedoch Zweifel darüber, ob die Verfahren insgesamt schneller zum Abschluss gebracht werden können, wenn die Beschwerdefrist im materiellen Verfahren von 30 auf 15 Tage reduziert wird (sinngemäss auch **SG**).

SVP: Die Kürzung der Beschwerdefrist wird begrüsst. Die vorgeschlagene Frist erscheint jedoch im internationalen Vergleich immer noch zu lang.

CP: Nous soutenons le raccourcissement de ces délais à condition qu'il soit accompagné de mesures d'accompagnement qui consistent, d'une part, à instituer un conseil en matière de procédure et d'évaluation des chances et, d'autre part, la possibilité de solliciter l'assistance judiciaire gratuite.

SODK: Die lange Verfahrensdauer soll nicht nur durch kürzere Beschwerdefristen zulasten der Asylsuchenden beschleunigt werden. Vielmehr sollte auch das BFM durch raschere Entscheidungsverfahren und durch das Abtragen von Gesuchspendenzen einen erheblichen Beitrag zur Beschleunigung der Verfahren leisten.

Ablehnung

Kantone: BE, BS, FR, GE, NE, SH, SZ, TI, JU, VD, VS

Parteien: CSP, FDP, GPS, SP

Interessierte Kreise: Alnt, ASP augenauf, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, COPERA, DJS, EFS, EKM, FIZ, FSA, HEKS, humanrights, IGFM, JP, sek, SFH, SGB, SRK, SSV, TS, UNHCR, VSJF

BE, sinngemäss SH: Es ist zu befürchten, dass die Nachbesserung aufgrund der zu kurzen Beschwerdefrist zum Regelfall wird und so die ursprünglich beabsichtigte Beschleunigung beeinträchtigt. Mit Blick auf die heute übliche Verfahrensdauer auf Verwaltungsebene muss die Frage erlaubt sein, ob diese auch rechtsstaatlich heikle Reduktion auf 15 Tage verhältnismässig und zielführend ist.

BS: Die Verfahrensgarantien der Betroffenen dürfen nicht unverhältnismässig stark eingeschränkt werden. Innerhalb von 15 Tagen kann Personen, die nach einem negativen Entscheid die Schweiz freiwillig verlassen, kaum eine angemessene Rückkehrhilfe angeboten werden. Dass die Globalpauschale des Bundes an die Kantone aufgrund der verkürzten Beschwerdefrist nur noch während 15 Tagen ausbezahlt wird, bedeutet für die Kantone eine beträchtliche Einbusse von finanziellen Mitteln (sinngemäss auch **SH**).

FR: Nous estimons en particulier qu'il n'est pas indiqué de réduire un délai de recours de 30 à 15 jours (sinngemäss auch **JU**). Il n'est en effet pas sûr que la durée excessive des procédures puisse être réduite par cette mesure qui, de surcroît, limitera concrètement la protection juridique des requérants d'asile. Par ailleurs, la réduction des délais de recours va engendrer un nouveau transfert de coûts vers les cantons. Les requérants d'asile vont passer plus rapidement dans le système de l'aide d'urgence, ce qui entraînera pour les cantons une augmentation du nombre de personnes au bénéfice de l'aide d'urgence, respectivement une durée plus longue du recours à l'aide d'urgence, sans que les moyens en soient pour autant augmentés par la Confédération (so auch **NE**).

GE: Un délai de recours de 15 jours paraît court, dès lors que des preuves doivent régulièrement être obtenues depuis l'étranger ou des enquêtes y être effectuées. A cela s'ajoutent les problèmes de langue et de traduction auxquels sont confrontés les requérants. Le raccourcissement du délai de recours peut s'avérer problématique, si elle n'est pas accompagnée de mesures adéquates permettant de garantir une protection juridique efficace des requérants d'asile.

NE: Une réduction du délai de recours de 15 jours ne réglera pas la présence de requérants d'asile déboutés ou de NEM sur le sol suisse, ni n'aidera les cantons lors de l'exécution des renvois (sinngemäss **VS**).

VD: En effet, il ne voit pas d'intérêt public prépondérant nécessitant de réduire le délai généralement appliqué en procédure administratif, à savoir 30 jours, à 15 jours dans le cas d'espèce. Une telle disposition d'exception risquerait de nuire à la sécurité du droit. Elle ne tient de surcroît pas compte du fait que les requérants d'asile n'ont pas d'attaches en Suisse, ne connaissent en règle générale pas le système juridique helvétique et ne maîtrisent souvent aucune langue nationale.

IGFM: Kein anderes Verfahren in der Schweiz kennt derart kurze Beschwerdefristen (so auch **CSP, TI**). Wenn im Ausland im Verlaufe eines Beschwerdeverfahrens- oder über die Feiertage - recherchiert werden muss, sind 15 Tage eindeutig zu kurz.

JP: La réduction du délai général de recours de 30 à 15 jours ne se justifie pas. Raccourcir les délais de recours dans des cas souvent complexes, où il faut notamment obtenir des renseignements de l'étranger, c'est prendre le risque de violer gravement le droit à la protection des requérants d'asile (sinngemäss auch **CSP**).

Alnt, SFH, HEKS, SGB, SP: Die vorgeschlagene Beschwerdefrist ist angesichts betroffener hochrangiger Rechtsgüter wie Freiheit und Schutz an Leib und Leben viel zu kurz (sinngemäss auch **CSP, GPS**). Sofern Verwaltungsverfahren kürzere Fristen vorsehen, handelt es sich meistens um 20-tägige Fristen (**sinngemäss TS**: könnte sich mit einer 20-tägigen Beschwerdefrist einverstanden erklären). Zudem gibt es in all diesen Fällen anders als im Asylverfahren mehr als nur eine Beschwerdeinstanz. Das Bundesgericht hat im Jahr 2009 festgehalten, dass übermässig kurze Fristen das Recht auf eine effektive Beschwerde (Art. 13 EMRK) verletzen können (sinngemäss auch **GPS**). In Artikel 108 AsylG soll zudem vorgesehen werden, dass das BFM die für die Rechtsberatung und -vertretung zuständigen Stellen umgehend über den Asylentscheid informiert und die Betroffenen mit dem Entscheid die vollständigen Akten erhalten (so auch **Alnt** und **EKM**).

Alnt, EKM: In Verwaltungsverfahren sind 30 Tage die Regel (Art. 50 des Bundesgesetzes über Verwaltungsverfahren VwVG). Die Verkürzung auf 15 Tage ist unverhältnismässig. Sollte diese in der Revision dennoch in Betracht gezogen werden, so müsste, im Sinne einer

flankierenden Massnahme, die Nachfrist zur Beschaffung weiterer Beweise entsprechend verlängert werden.

ASP: La proposition de limiter le délai de recours à 15 jours pour les demandeurs d'asile, alors que ce délai est normalement de 30 jours, est d'autant moins compréhensible que les demandeurs d'asile sont des justiciables particulièrement en difficulté pour exercer leurs droits. Il faut ajouter à cela que la procédure d'asile ne prévoit qu'une seule instance de recours, alors que de nombreuses autres procédures en comptent deux, voire trois. Les CSP s'opposent à toute diminution du délai de recours qu'ils considèrent comme contraire à notre ordre juridique (sinngemäss auch **TI**).

Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG: Die Verkürzung der Beschwerdefrist gefährdet einerseits in erheblicher Weise den Rechtsschutz der Asylsuchenden (auch mit der vorgeschlagenen finanzierten Rechtsberatung) und kann aber andererseits keinen signifikanten Beitrag zur Beschleunigung des Verfahrens leisten.

UNHCR: Die Halbierung der Fristen im Asylverfahren gleichzeitig mit der Aufhebung der Hilfswerksvertretung könnte zu einer Minderung des Rechtsschutzes führen, insbesondere da die Ausgestaltung der Verfahrens- und Chancenberatung noch nicht geklärt ist. Entweder soll die vorgeschlagene Frist verlängert werden oder es soll generell die Möglichkeit vorgesehen werden, neue Vorbringen auch nach dem Fristablauf noch ins Verfahren einzubringen.

Keine Bemerkungen

BVGer

Art. 109, al. 1, 2 (abrogé) et 4

¹ En règle générale, le Tribunal administratif fédéral statue dans un délai de cinq jours ouvrables sur les recours déposés contre les décisions rendues en vertu de l'art. 23, al. 1, et contre les décisions de non-entrée en matière.

² *Abrogé*

⁴ Dans les autres cas, le Tribunal administratif fédéral statue en règle générale dans un délai de 20 jours.

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NW, OW, SG, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VD, ZH

Parteien: CSP, CVP, EDU, SVP

Interessierte Kreise: augenauf, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, chgemeinden, COPERA, CP, EKM, FER, FSA, humanrights, IGFM, KKJPD, sek, SODK, SRK, SSV, SVZ, TS, UNHCR

BE, TI: Machen darauf aufmerksam, dass bereits die heutigen Ordnungsfristen nicht eingehalten werden, so dass dieser Vorschlag keine Änderung bringen wird (sinngemäss

FR: Nous ne sommes pas convaincus que cette disposition peut résoudre les nombreux obstacles qui préoccupent les services concernés de façon permanente). Um die Ordnungsfristen einzuhalten, braucht es mehr Ressourcen (sinngemäss auch **ZH**).

BL: Auf keinen Fall dürfen die engeren Zeitvorgaben die Qualität der Entscheide beeinträchtigen. Sonst könnten den Kantonen wegen vermehrter Korrektur von Entscheiden zusätzliche Nothilfekosten entstehen; dies ist unbedingt zu vermeiden.

GL: Es ist fraglich, ob die Verkürzung der Ordnungsfrist am gravierenden Pendenzenüberhang beim BVGer etwas ändern kann. Sieht Handlungsbedarf im strukturellen Bereich (sinngemäss auch **GR, SZ, TG**).

GR: Es muss immer wieder festgestellt werden, dass beim BVGer Verfahren teilweise über Jahre ohne ersichtlichen Grund hängig sind und somit verschleppt werden (sinngemäss auch **GL, SG**). Es sind alle Massnahmen zu begrüssen, welche dem Ziel von raschen Erledigungen von Asylentscheiden dienen. Die angestrebte Verfahrensbeschleunigung wird aber nur erreicht, wenn die Asylbehörden über genügend Mittel verfügen, und wenn das BFM und das BVGer sich an die vorgesehenen Ordnungsfristen halten.

NW: Lehnt den Vorschlag nicht ausdrücklich ab, verlangt aber griffige Vorgaben, damit Behandlungsfristen vom BVGer tatsächlich auch eingehalten werden.

OW: Die Verkürzung von Rechtsmittel- und einigen Ordnungsfristen bedingt mehr Personal beim BFM und beim BVGer, bei dem die Hauptproblematik liegt. Auch im Verfahren vor dem BVGer müssen den Ordnungsfristen die notwendigen Verbindlichkeiten zukommen.

SO: Im Hinblick auf eine tatsächliche Verfahrensbeschleunigung scheint es angebracht, über eine maximale Bearbeitungsdauer nachzudenken (maximal 15 Monate).

TG: Das Ziel der Beschleunigung der Asylverfahren dürfte alleine mit der Reduktion der Beschwerde- und Behandlungsfristen kaum erreichbar sein. Auch die hinlänglich bekannte Vollzugsproblematik führt zu Schwierigkeiten bei der Umsetzung von rechtskräftigen Asylentscheiden.

LU: Verlangt, dass die Fristen eingehalten werden.

UR, sinngemäss SO: Um mehr Verbindlichkeit zu erlangen, müsste die Formulierung "in der Regel" gestrichen und stattdessen in einem Nachsatz die Ausnahme geregelt werden.

VD: Il est proposé également de raccourcir les délais d'ordre imposés à l'ODM et au Tribunal administratif fédéral (TAF) (art. 37 et 109 LAsi). S'il salue tout effort entrepris pour accélérer la procédure d'asile, dans le cadre des règles régissant notre Etat de droit, le Conseil d'Etat reste dubitatif quant à la pertinence de cette mesure. En effet, il constate que les délais d'ordre actuel ne sont souvent pas respectés, probablement parce que l'évolution des moyens dont disposent les autorités concernées ne suit pas l'évolution du nombre de cas à traiter. Il soutient une telle proposition à condition qu'elle s'accompagne de moyens permettant une réelle accélération des procédures.

EDU: Ist mit der Reduktion der Behandlungsfristen grundsätzlich einverstanden, schlägt jedoch vor, weiterhin vorzusehen, dass das BVGer bei einem Verzicht auf einen Schriftenwechsel innerhalb von fünf Arbeitstagen entscheidet (Art. 109 Abs. 2 AsylG).

Ablehnung

Kantone: NE, SH, VS (eher ablehnend), ZG

Parteien: FDP, GPS, SP

Interessierte Kreise: Alnt, ASP, BVGer, DJS, EFS, FIZ, HEKS, JP, SFH, SGB, VSJF

ZG: Obwohl ZG mit den vorgeschlagenen Änderungen grundsätzlich einverstanden ist und keine Änderungs- und Ergänzungsanträge stellt, sind die vorgesehenen verkürzten Fristen reine Ordnungsfristen und werden wohl auch in Zukunft vom BVGer (teilweise) massiv überschritten (so auch **NE**). Anstelle dieser unverbindlichen Absichtserklärung des Gesetzgebers würde sich ZG wünschen, dass sich die Organe effizienter organisieren und die Erhöhung der Personalressourcen geprüft wird.

FDP: Das BVGer hat eine hohe Arbeitsbelastung, weshalb die Beurteilung der Asylentscheide mehr Zeit in Anspruch nimmt. Während Ordnungsfristen in der Bundesverwaltung noch einigermaßen Beachtung finden, ist dies der unabhängigen richterlichen Instanz kaum noch möglich.

GPS: Aucune mesure n'est prise afin de permettre aux autorités un examen approfondi des persécutions alléguées. Actuellement le traitement de dossiers souffre de retards importants qui ne permettent pas de respecter les délais prescrits dans la loi. Ces retards sont en grande partie liés au manque de personnel à l'ODM et au TAF.

Alnt, SFH, HEKS, SGB, SP: Es soll im AsylG vorgesehen werden, dass während des ausstehenden Entscheides des BVGer über die Gewährung der aufschiebenden Wirkung im Dublin-Verfahren keine Überstellung von Asylsuchenden stattfinden darf.

ASP: Comme déjà indiqué au sujet des délais de 1^{ère} instance (art. 37), il est illusoire de réduire des délais d'ordre qui ne sont, déjà aujourd'hui, pas applicables. Une telle pratique, purement déclamatoire, donne le sentiment que le législateur n'attend de l'autorité judiciaire qu'un travail superficiel sans rapport avec les exigences d'un Etat de droit.

EFS: Die EFS schlagen vor (Abs. 2): Das BVGer entscheidet über Anträge auf Gewährung der aufschiebenden Wirkung gemäss Ar. 107a unverzüglich. Bis zu diesem Entscheid darf die Überstellung nicht vollzogen werden.

Die EFS fordern einen neuen Abs. 1 für Art. 109 AsylG, der klarstellt, dass während des ausstehenden Entscheids über die Gewährung der aufschiebenden Wirkung im Dublin Verfahren keine Überstellung der Asylsuchenden stattfinden darf.

BVGer: Die Einführung der Behandlungsfrist von fünf Arbeitstagen hat faktisch dazu geführt, dass gegen Nichteintretensentscheide kostenlos Beschwerde geführt werden kann. Die Streichung der Einleitung „wird auf einen Schriftenwechsel verzichtet und sind keine weiteren Prozesshandlungen erforderlich“ ändert nichts daran.

BVGer: Eine generelle Behandlungsfrist von 20 Tagen ist unrealistisch. Bei Beschwerden gegen materielle Entscheide, die nicht aussichtslos erscheinen, sind in aller Regel bestimmte Instruktionsfristen anzusetzen. Eine Behandlung innert 20 Tagen wäre in diesen Fällen unmöglich. In der Praxis würde die Überschreitung der Frist die Regel bilden. Angesichts der im revidierten Gesetz vorgesehenen Behandlungsfrist von 20 Tagen stellt sich die Frage, ob zwecks Einhaltung der Frist künftig auch bei Beschwerden gegen materielle Entscheide des Bundesamtes generell auf die Erhebung eines Kostenvorschusses verzichtet werden soll, weil andernfalls die Behandlungsfrist nicht eingehalten werden kann. Dies hätte zur Folge, dass neu auch bei Beschwerden gegen materielle Entscheide faktisch ein kostenloses Beschwerdeverfahren etabliert wäre, mit welchem ein materielles Urteil erwirkt werden könnte, und dass die Anfechtungsquote steigen dürfte.

Art. 110, al. 1

¹ Le délai supplémentaire accordé pour régulariser un recours est de dix jours; il est de trois jours pour le recours déposé contre une décision de non-entrée en matière ou contre une décision rendue en vertu de l'art. 23, al. 1.

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SG, SH, SO, SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP, EDU, GPS, SP

Interessierte Kreise: Alnt, augenauf, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, chgemeinden, COPERA, CP, DJS, EFS, EKM, FER, FIZ, FSA, humanrights, IGFM, JP, KKJPD, SFH, HEKS, sek, SGB, SODK, SRK, SSV, SVZ, TS

Ablehnung

Kantone: BS (eher ablehnend)

Parteien: FDP, SVP

Interessierte Kreise: ASP, UNHCR, VSJF

BS: Ob der Vorschlag die Verkürzung der Beschwerdefrist auszugleichen vermag, ist fraglich.

SVP: Der Vorschlag sabotiert die Bemühungen, die Asylverfahren zu beschleunigen, indem der Beschwerdeindustrie neue Möglichkeiten für Verzögerungen geboten werden.

ASP: Cette modification est présentée comme une compensation partielle à la réduction du délai de recours de 30 à 15 jours. Cette mesure ne peut cependant atteindre son objectif. La notion de régularisation du recours, telle qu'elle apparaît à l'art. 52, al. 2, PA, ne porte en effet que sur une irrégularité involontaire (p. ex.: oubli de la signature). La jurisprudence refuse clairement d'en faire un délai permettant de compléter un recours (JICRA 2000/7). Il n'y a donc là aucun assouplissement du délai de recours.

UNHCR: Siehe Bemerkungen zu Artikel 108 Absätze 1 und 2

Keine Bemerkungen

BVGer

2. Loi fédérale sur les étrangers (LEtr)

Art. 76, al. 1, let. b, ch. 1, 2 (abrogé) et 5

¹ Lorsqu'une décision de renvoi ou d'expulsion de première instance a été notifiée, l'autorité compétente peut, afin d'en assurer l'exécution, prendre les mesures ci-après:

b. mettre en détention la personne concernée:

1. pour les motifs cités à l'art. 75, al. 1, let. a, b, c, f, g ou h;

2. *abrogé*

5. si la demande d'asile a fait l'objet d'une décision de non-entrée en matière, pour autant que la décision de renvoi soit notifiée dans un centre d'enregistrement et de procédure et que l'exécution du renvoi soit imminente.

Zustimmung

Kantone: AG, AI, AR, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SG, SO (im Grundsatz) SZ, TG (im Grundsatz), TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CSP, CVP, EDU, GPS, SP, SVP

Interessierte Kreise: Alnt, ASP, augenauf, Caritas, Caritas BL/BS, Caritas GE, Caritas LU, Caritas TG, chgemeinden, COPERA, CP, EFS, EKM, FER, FIZ, FSA, humanrights, IGFM, JP, KKJPD, sek, SFH, SGB, SODK, SRK, SSV, SVZ, TS, UNHCR, VSJF

AI, NW: Das Bundesamt hat bis anhin an den EVZ keine solchen Haftanordnungen getroffen. Wenn sich die Betroffenen bereits im Kanton befanden, wurde die Aufgabe den Kantonen überlassen. Die Haft nach Artikel 76 Absatz 1 Ziffer 5 AuG soll deshalb künftig auch von den Kantonen angeordnet werden können.

GR: Die im erläuternden Bericht abgegebenen Kommentare, wonach die neuen Hafttatbestände nur im Falle von erstinstanzlich ablehnenden materiellen Entscheiden zur Anwendung gelangen, sind verwirrend. Es ist unbedingt sicherzustellen, dass die neuen Haftgründe bei sämtlichen Fällen, in welchen ein erstinstanzlicher Wegweisungsentscheid (auch bei Nichteintretensentscheiden und bei kantonalen Entscheiden) eröffnet wurde, zur Anwendung gelangen.

OW: Bereits in der Vernehmlassung vom 31. März 2009 zur Revision des AsylG und AuG haben wurde darauf hingewiesen, dass der vorgeschlagene neue „Dublin-Haftgrund“ nach Art. 75 Abs. 1bis AuG inhaltlich angepasst werden soll, damit auch illegal anwesende Ausländer ohne Asylgesuch unter diesem Hafttitel inhaftiert werden können (sinngemäss auch **GR**). Gestützt darauf soll nun Art. 76 Abs. 1 Bst. b Ziff. 1 AuG mit dem Dublin-Haftgrund ergänzt werden. Im Weiteren sollte der Haftrichter in einem Dublin-Fall aufgrund der Akten entscheiden können ohne eine mündliche Verhandlung durchführen zu müssen.

SG: Schlägt vor, die sofortige Vollstreckbarkeit bei Nichteintretensentscheiden im Dublin-Verfahren gesetzlich vorzusehen (sinngemäss auch **NW, UR**).

SO: Die neue Regelung in Art. 76 Absatz 1 Buchstabe b Ziffer 1 AuG anstelle des bisherigen alleinigen Haftgrundes wegen Nichteintreten bei Papierlosigkeit wird nicht die gleiche Wirkung haben (sinngemäss auch **GR**). Wie bis anhin sollen Personen wegen ihrer schuldhaften Verletzung der Mitwirkungspflicht in Bezug auf die Papierbeschaffung in Ausschaffungshaft genommen werden können.

TI: L'espunzione della facoltà di ordinare la carcerazione amministrativa sulla base dell'emissione di una decisione NEM, appare un accorgimento destinato a rallentare la procedura di allontanamento, scarsamente consono con le finalità di accelerazione della procedura perseguite dalla modifiche legislativa in parola. Ora, l'introduzione della prospettata modifica, richiede l'esecuzione di un ulteriore interrogatorio dell'interessato, indispensabile per constatarne la volontà renitente alla partenza e poter giustificare al Giudice delle misure coercitive la detenzione amministrativa per violazione dell'obbligo di collaborazione.

UR, VS: Es sollte zusätzlich ein Hafttatbestand für die Dublin-Fälle eingeführt werden (so auch **TG**: Sofern Dublin-Out-Fälle nicht explizit als Haftgrund aufgeführt werden, besteht die

Gefahr, dass die Betroffenen im Zeitpunkt der Rückgabe an einen Dublin-Vertragsstaat in der Schweiz untertauchen oder sich in einen anderen Dublin-Staat absetzen).

Ablehnung

Kantone:

Parteien: FDP

Interessierte Kreise: DJS

Keine Bemerkungen

BVGer